

LA *Grande Relève*

DES HOMMES PAR LA SCIENCE

MENSUEL DE PROPAGANDE POUR L'ÉCONOMIE DISTRIBUTIVE
FONDÉ PAR **Jacques DUBOIN**

REDACTION et ADMINISTRATION : 88, boulevard Carnot, 78110 LE VESINET

C.C.P. 13.402.39 Paris

Editorial

par **M.-L. DUBOIN**

Les problèmes nés de la monnaie, l'inflation, la hausse des prix, et ceux qui en découlent, le chômage, la paralysie des investissements, la course au plein emploi, sont encore et probablement pour longtemps, au cœur de l'actualité, surtout depuis le spectaculaire « coup de Barre ». C'est pourquoi nous avons essayé dans ce numéro d'apporter à nos lecteurs le fruit de nos réflexions sur ces questions actuelles, à la lumière de l'enseignement de Jacques Duboin.

Notre camarade Jacques Le Morvan, dans « les fondements de l'économie capitaliste », page 2, commence par remonter aux sources pour mettre en évidence le rôle factice attribué au capital pour décider de la production.

Les lourdes conséquences des bases sur lesquelles repose le système qui est encore le nôtre, sont ensuite analysées sous divers points de vue : avec E. Barreau (« Remember », page 2), Pierre Buguet (« Ce serait trop simple ? », page 3), J. Carlesse (« Pourquoi l'austérité ? », page 4) et Paul Philippe (« Des faux problèmes et de leur origine », page 5), Jean Mermende (« Les yeux ouverts », page 3) rappelle celles qui ont déjà souvent été dévoilées ici-même, et entreprend l'étude des plus récentes. Ceci lui permet d'aborder les causes particulières propres à la crise que nous connaissons depuis les toutes dernières années. Ce travail nous est d'autant plus précieux qu'il avait été abandonné depuis que Jacques Duboin n'était plus en mesure d'appliquer lui-même ses méthodes d'analyse à l'actualité. A ce propos encore, nous suggérons à nos lecteurs les sujets de réflexion (page 13) que notre camarade Marcel Dubois avait voulu leur soumettre en décembre 1973... Sur la politique gouvernementale de l'énergie, voici une mine inépuisée pour des débats que nous avons l'intention d'ouvrir et qui devraient particulièrement intéresser les écologistes et tous ceux

qui s'inquiètent de la dégradation de notre environnement.

Les perles de l'actualité récente sont cultivées et commentées : Gabriel Lafont s'apitoie sur un pauvre octogénaire qui vient d'être honteusement volé dans : « de quoi qu'on se plaint ? » page 9. Jean-Pierre Mon passe le fil des jours au fil de son esprit critique (page 14), tandis que Georges Steydlé tire la leçon morale de quelques méfaits divers qui ne le sont pas (page 6), et que François Legueux s'inquiète des assurances démagogiques faites par François Mitterrand au patronat (« Quand M. Mitterrand flatte l'encolure » page 5), que César Desteint explique ce qu'est pour nous la véritable démocratie (page 6) et que Pierre Simon qui commente sa lecture de « Time », nous fait le point sur le chômage aux Etats-Unis, page 7.

Pour garder en haleine nos lecteurs, nous proposons à leur sagacité une devinette qui, bien entendu, a été préparée à leur intention et ne les écartera pas du sujet qui les intéresse.

Ce numéro est plus long qu'habituellement : pour les adhérents du M.F.A.S.D., nous avons consacré plusieurs pages au Congrès statutaire de l'association, qui s'est tenu, suivant la convocation régulière du Comité Directeur sortant, le 7 novembre dernier. Ce congrès, qui doit être le 38^e, aura été marqué surtout par l'espoir, massivement manifesté (comme en témoigne par exemple le vaste courrier rapporté partiellement page 15), que le travail d'analyse et de réflexion instauré par notre fondateur soit repris et poursuivi avec sérieux. Il s'est déroulé dans un calme qu'il n'avait pas connu depuis longtemps, chacun des membres présents ayant eu la possibilité de s'exprimer. Nous avons tous regretté que Charles Lorient, venu tenter d'empêcher la tenue du congrès, ait refusé l'offre qui lui a alors été faite de venir s'y expliquer et qu'il ait préféré partir en promettant d'écrire...

EN RELISANT J. DUBOIN

par
Jacques LE MORVAN

Les fondements de l'économie capitaliste

Aux étudiants en Droit qui « potassent », en s'épuisant, les 1 500 pages du traité de M. Raymond Barre : « Economie Politique », placez donc entre les mains « Rareté et Abondance », ce manuel d'économie politique dont Jacques Duboin est l'auteur. S'ils veulent bien faire l'effort de l'ouvrir ils seront conquis dès les premières pages par la lucidité de l'auteur et ses irréfutables commentaires. Les 440 pages lues sans fatigue parce que sans ennui, ils auront enfin compris ce qu'est l'économie politique et formuleront un jugement sévère sur le traité du professeur Raymond Barre.

Dès les premières pages de « Rareté et Abondance », Jacques Duboin analyse comme suit les fondements du régime capitaliste :

« ...si la nature et le travail ont pu produire
» le capital par leurs seuls moyens, on tient la
» preuve que le dit capital n'a pas été néces-
» saire à un moment donné. Pourquoi le serait-
» il devenu plus tard ? C'est qu'un jour vint où
» le capital s'identifia juridiquement avec la
» nature qu'il venait d'accaparer. Depuis lors,

» il faut, pour produire, du capital et du travail,
» mais c'est parce que le capital fournit l'indis-
» pensable nature. On comprend ainsi que le
» capital joue un rôle de premier plan car,
» commandant la production, il commande en-
» core le travail qui, sans la nature, ne peut
» rien produire. On ne s'étonne plus que le
» **libéralisme économique** porte souvent le
» nom de **régime capitaliste**.

« Mais si l'on observe, plus judicieusement,
» que le **travail**, au sens large du mot, est le
» véritable agent d'une production qu'on ne
» peut isoler de la nature, on fausse compa-
» gnie aux orthodoxes pour qui cette manière
» de voir est une hérésie. »

Cette remarquable page de philosophie politique ne suffit-elle pas, à elle seule, pour faire comprendre la puissance d'analyse de Jacques Duboin ? Pour ceux qui connaissent bien son œuvre, il ne fait aucun doute qu'il prend place parmi les plus grands penseurs socialistes.

Il est, à n'en pas douter, **LE** théoricien du socialisme moderne.

REMEMBER : SOUVIENS-TOI

par E. BARREAU

Novembre n'est-il pas avant tout le mois du souvenir ?

Avec sa Toussaint, lourde de regrets, de souvenirs, de chagrins, ne représente-t-il pas la détresse humaine dans sa poignante réalité ? Quelques jours avant cette date, les cimetières s'animent d'une façon inhabituelle. Ils sont envahis par une foule silencieuse et recueillie, mais active : qui n'a pas un tertre à entretenir ? une pierre à rafraîchir ? Le chrysanthème, le dahlia, l'humble pensée, font d'un champ de repos un merveilleux champ de fleurs.

L'homme doué de raison peut-il oublier qu'il n'est physiologiquement que l'égal de ses semblables et cela, de la naissance au trépas ? Si l'égalité existe dans les extrêmes, ne doit-elle pas exister dans les moyens : ce court espace de temps qu'est la vie ?

Utopie, l'égalité économique ? L'estomac d'un riche est-il fabriqué différemment de celui d'un pauvre ?

Au lieu de s'acharner à détruire des denrées de première nécessité, à empêcher d'en produire, ne serait-il pas préférable de les distribuer ?

En s'accrochant à la monnaie-profit, à la monnaie

spéculative, synonyme d'injustice, de haine, de violence, l'homme tourne le dos à l'avènement d'une société plus juste, humainement plus généreuse, plus fraternelle.

La monnaie ne doit être qu'un simple moyen d'échange, sans plus. Elle doit s'annuler au premier service, comme un ticket de métro, un timbre qu'on oblitère sur l'enveloppe.

Est-ce donc plus difficile d'attaquer ce problème qui intéresse chacun de nous, que d'aller explorer l'univers ?

Messieurs les économistes, serait-ce désobligeant de vous demander de bien vouloir étudier sérieusement ce problème ? Tout le reste a été essayé, sans aucun succès : la monnaie ne doit pas être un mythe au service d'une classe, elle doit être au service de l'homme, de tous les hommes, et ceci sans restriction.

Les coffres-forts sont généralement dans les banques, en a-t-on vu autour des corbillards ?

E. BARREAU

N.D.L.R. — Il existe un proverbe anglais : « the last garment is made without pocket », qui se traduit par : « le dernier vêtement est fait sans poche ».

CE SERAIT TROP SIMPLE ? par Pierre BUGUET

La monnaie s'écoule entre nos doigts, elle est de plus en plus fluide, elle nous lâche. La capitaliser devient pour nous un leurre cynique : les 150 anciens francs économisés il y a trente ans pour l'achat d'une paire de chaussures, ne nous permettraient plus aujourd'hui que l'acquisition d'une paire de lacets...

Que nous décidions ou non de stabiliser sa « valeur », le résultat est là.

Il faut s'adapter à l'évolution et y adapter la monnaie.

La vertu de la monnaie, conçue pour servir la consommation, se démontre de façon très simple par la parabole du vigneron que nous a contée notre bon camarade Marcel DIEUDONNE, dans « La gloire des banques » :

« Un vigneron désargenté fabrique un billet de banque et l'échange avec un cultivateur contre un sac de pommes de terre ; avec ce faux billet le cultivateur règle les honoraires d'un médecin, lequel ayant besoin d'un tonnelet de vin se le

procure auprès du vigneron faussaire. — « Tiens, mon billet ! », s'exclame ce dernier, et il le détruit. Le billet du vigneron, quoique faux, a magnifiquement joué son rôle : permettre à la production de s'écouler et aux services de se manifester. »

Le service qu'a rendu le faussaire, pour l'accès aux produits, peut être assuré par l'Etat. Avec l'aide d'organismes de contrôle de la production, il peut émettre la monnaie en fonction du volume de celle-ci et nous la distribuer par le truchement de revenus sociaux, incluant le salaire garanti.

Cette monnaie de consommation devrait s'annuler à l'achat, elle ne serait pas « fausse » puisqu'elle émanerait de l'Etat.

Le marché se trouverait « assaini », mais non plus par le retrait, coûteux et criminel des produits, mais par leur consommation.

Et nous ne serions plus condamnés aux travaux forcés, inutiles ou nuisibles, à seule fin de créer des revenus !

Ce serait trop simple ?

LES YEUX OUVERTS

par Jean MERMENDE

Jacques Duboin a démontré :

— que l'économie marchande, fondement du capitalisme, était née de la rareté, c'est-à-dire qu'elle correspond aux structures d'une société sous développée qui n'est pas en mesure de produire en abondance ;

— que le progrès des sciences et techniques de production permet, aujourd'hui, de sortir de la rareté et de satisfaire de mieux en mieux les besoins des peuples ;

— que les gouvernants des pays capitalistes combattent l'abondance car la rareté est la condition du profit ; seuls les produits rares se vendent cher ;

— qu'ils peuvent détruire des denrées alimentaires, arracher des vignes et des arbres fruitiers, stériliser des sols, élargir les mailles des filets de pêche, etc... mais qu'ils ne peuvent s'opposer à l'achat, par les entreprises, de machines plus perfectionnées qui leur permettent d'accroître production et marges bénéficiaires en réduisant les dépenses de main-d'œuvre ;

— qu'en régime capitaliste la production croît en même temps que le chômage ;

— que les « crises de surproduction » qui ont secoué tout le XIX^e siècle et qui ont trouvé leur expression la plus tragique en la crise de 1929, sont la conséquence d'une évolution économique irréversible ;

— que l'économie capitaliste a atteint ses pro-

pres limites et qu'elle doit maintenant faire place à une économie distributive... de l'abondance ;

— que cette économie nouvelle est seule capable de supprimer les crises économiques, le chômage et la sous-consommation en équilibrant production et pouvoir d'achat des consommateurs, ce que l'économie capitaliste est incapable de réaliser.

L'APRES 1929

L'application des « recettes » keynesiennes permit de résorber en quelques années la surproduction de 1929 et de diminuer le chômage. L'économie marchande redémarra, les profits réapparurent et une hausse des prix « rampante » s'établit et dura jusqu'en 1968, date à laquelle commença la crise actuelle.

En 1961, Jacques Duboin publiait, à la demande d'un groupement de commerçants, une brochure intitulée : « Pourquoi manquons-nous de crédits ? ». Il y dénonçait l'insuffisance des liquidités monétaires par rapport à la valeur marchande des productions offertes. C'était, en effet, ce qui caractérisait la situation économique à cette époque. Mais — et j'attire particulièrement l'attention de nos lecteurs sur ce point — Jacques Duboin soulignait, à la page 28 de cette brochure, ce qui résulterait d'une inflation monétaire, non encore existante :

« ...Le danger ne consiste jamais à créer la monnaie dont les échanges ont besoin dans

» une économie qui se développe, mais à en
 » créer bien davantage. Si le volume monétaire
 » croît de 10 % pendant que la production des
 » biens demeure la même, il est sûr que les
 » clients se disputent les marchandises qui
 » sont en quantités insuffisantes : leur prix
 » hausse pour résorber l'argent « excédentaire »... ».

C'est ce qui se produit actuellement : la production n'a cessé d'augmenter jusqu'au troisième trimestre de 1974 mais la monnaie créée par les banques a augmenté encore plus qu'elle... et elle n'a cessé d'augmenter tout au cours de l'année 1975 bien que la production ait baissé, en volume, de 1,5 % selon les statistiques officielles. Ces statistiques nous apprennent que de 1970 à fin 1974 les liquidités monétaires se sont accrues de 82 % alors que la production nationale ne s'accroissait que de 67,5 %.

Les crédits d'investissements consentis aux grandes entreprises représentaient 48,2 % de la production nationale en 1974, fin 1975 ils en représentaient 53 %. Or ce sont ces crédits qui sont les

plus fortement « inflationnistes ». C'est pourquoi la hausse des prix demeure ainsi que le chômage car ces crédits permettent aux entreprises d'acquiescer des équipements techniques, des machines, beaucoup plus que d'embaucher des chômeurs.

POUR EXPLIQUER, IL FAUT SAVOIR

Chacun de nos lecteurs doit avoir en tête ces chiffres et comprendre la nouvelle situation économique qu'ils révèlent... sous peine de penser, de parler ou d'écrire selon des réalités économiques d'hier et non pas de celles d'aujourd'hui. Or, nous sommes porteurs de la pensée d'un homme qui a su, à tous les instants, analyser avec lucidité et exactitude les phénomènes économiques de son temps et qui a tenu à nous mettre en garde contre cette paresse de l'esprit qui fait les hommes mal informés.

Les thèses de l'Economie Distributive ne finiront par s'imposer aux hommes de ce temps que dans la mesure où nos analyses, à nous aussi, seront exactes et incontestables. La responsabilité de chacun d'entre nous est engagée.

POURQUOI L'AUSTÉRITÉ ?

par Jean CARLESSE

Les uns dénoncent les profits scandaleux, les autres les salaires trop élevés et les charges trop lourdes, et, de cette confrontation est sortie l'idée d'un plan d'austérité que chaque partenaire voudrait voir appliqué aux autres.

Parler d'austérité à l'ère de l'abondance, ce serait à mourir de rire si ce n'était si triste pour le plus grand nombre des Français...

Si des producteurs ou leurs distributeurs nous incitent à utiliser le crédit en exacerbant nos besoins par la publicité, c'est qu'ils sont en mesure de les satisfaire.

Alors, l'austérité à qui peut-elle servir, ou à quoi ?

Sûrement à freiner l'abondance de biens mais pas à rendre les Français plus heureux.

Et cependant tous les partis, de l'extrême droite à l'extrême gauche (et d'ailleurs tant en France qu'à l'étranger) sont d'accord sur ce seul point : l'austérité s'impose. Ils ne se différencient que sur le choix des moyens de la rendre plus efficace et sur celui des classes sociales qui doivent, en priorité, en faire les frais...

Ne nous contentant pas de critiquer, nous proposons la seule vraie solution : **une nouvelle étape vers l'économie distributive**. Cette nouvelle étape prend le contrepied de ce qui est proposé aujourd'hui ; elle peut se résumer en quelques mots.

Nous allons essayer de le faire.

Pour lutter contre la vie chère : encouragement à la production non seulement en facilitant les investissements mais aussi en accroissant le pou-

voir d'achat des masses à la mesure de l'accroissement de la production.

Pour lutter contre le chômage : institution d'un service social regroupant tous les demandeurs d'emploi, qu'ils soient jeunes en instance d'entrer dans la vie active ou relevés du travail par la Science. Réduction du temps de travail dans la semaine, l'année, la vie, avec conservation des revenus.

Pour donner à l'Etat les moyens de réaliser ce programme sans impôts : lui rendre son droit régalién de battre seul la monnaie, en donnant à sa masse totale la possibilité d'acheter toute la production. (1)

Quant aux transactions internationales, elles n'ont que faire d'une monnaie forte. Il faut leur garder la forme du troc, plus ou moins multiple, qu'elles auraient dû toujours conserver. Et si un plan d'austérité est alors nécessaire, c'est dans la recherche de produits nationaux pour remplacer les produits étrangers que nous ne pouvons pas acquiescer.

Ces quelques points n'ayant comme prétention que de permettre la réflexion et préparer les esprits.

(1) N.D.L.R. — Ce monopole de la création de la monnaie par l'Etat supprimerait l'actuelle création monétaire des banques qui, depuis plusieurs années, gonfle les liquidités monétaires au point que la circulation de la monnaie représente maintenant plus de trois fois la valeur de la production nationale offerte, ce qui provoque inévitablement une hausse des prix.

DES FAUX PROBLÈMES ET DE LEUR ORIGINE

par Paul PHILIPPE

« Faux problèmes » est une expression qu'il faut éclairer d'une définition précise.

En matière économique et sociale, j'appelle « faux problème » tous ceux dont les impératifs n'ont pour justification que de se conformer aux structures en vigueur, alors que le « vrai problème » consisterait à adapter les structures aux besoins réels des hommes.

UN EXEMPLE : L'EMPLOI

Un cas de ce genre défraye actuellement la chronique : celui de l'emploi.

L'emploi est une contrainte et celle-ci n'existe que par référence aux mécanismes suscités par les structures du régime actuel. On ne réclame pas l'emploi pour l'emploi, on ne le recherche pas en fonction de son utilité ou pour le bien-être de la communauté, on ne le demande même pas en fonction du « sel » qu'il peut mettre dans l'existence (ce qui n'est généralement pas le cas), on ne l'exige qu'à cause de son pouvoir exclusif de distribuer des revenus.

On ne réclame pas un emploi mais un salaire, même s'il s'agit du cas extrême d'un salaire pour ne rien faire (ce qui arrive) ou pour effectuer des travaux indéniablement inutiles, voire nuisibles aux besoins essentiels des hommes, y compris leur besoin primordial de sécurité (et malheureusement de tels emplois sont légion).

LA POMME ET LE POMMIER

Nous sommes assaillis de problèmes de ce genre, de faux problèmes. La société dans laquelle nous nous trouvons les fait pousser et murir com-

me le fait un pommier des pommes. Il ne faut pas en accuser les pommes, mais le pommier.

Ils nous donnent une fausse idée des valeurs fondamentales comme celle du travail, qui devrait être l'élément libérateur de notre activité, mais qui est devenu l'expression du mépris de l'homme, d'une fausse interprétation de son ouvrage, de ses motivations, de sa nature et de son but.

Il faut désaliéner l'homme. On ne peut le faire qu'en s'en prenant aux faux principes et à leur application aveugle. Cela réhabiliterait le travail.

Ce n'est pas difficile à comprendre. Il suffit d'ouvrir les yeux, de considérer les choses dans leur ensemble et de remonter aux sources.

Aux sources d'une société qu'un long usage et un long mépris de la dignité humaine ont pollué jusqu'à n'en faire jaillir qu'un poison aux effets destructeurs. Aussi est-il urgent d'en finir avec la société CONTRE l'homme et de construire la société POUR l'homme.

Une société dans laquelle on ne « travaillera » pas moins mais autrement.

Où l'on ne fera pas n'importe quoi, selon le bon plaisir de décideurs irresponsables et incompétents.

Où la joie de la tâche accomplie sera l'un des composants de la satisfaction de vivre au sein de la communauté.

Une communauté enfin avide de progrès réels : ceux qui ne se traduisent pas par l'aggravation des inégalités, des injustices et des cruautés, mais par la conquête de la sécurité, de la dignité et de la liberté. Il ne s'agit plus là de vagues besoins mais des premiers de nos droits.

QUAND M. MITTERRAND FLATTE L'ENCOLURE

par François LEGUEUX

A l'invitation d'une revue économique et de la télé, le Premier Secrétaire du Parti socialiste, entouré de quelques amis, a « planché » devant 400 chefs d'entreprises dont 300, d'après un sondage, prévoient — en la redoutant — sa montée au pouvoir.

Curieux spectacle que ces auditeurs cravatés, imbus de leur importance et persuadés que, sans le secours de leur haute direction, les travailleurs se croiseraient les bras, les machines s'arrêteraient et la terre cesserait de tourner.

En face, le candidat au diplôme de bon citoyen, tentant de les rassurer et, peut-être, de les séduire.

Quelques chefs seulement siégeaient à la tribune et posaient des questions. Privilège de la hiérarchie, les gros banquiers défendaient la banque privée (à laquelle le leader socialiste eut la cour-

toisie de rendre hommage), des marchands de canons vilipendaient le Programme Commun (qui prévoit de les nationaliser).

M. Mitterrand a conforté les porteurs d'actions qui, devenus porteurs d'obligations, seront assurés de recevoir un profit sans risque, présage d'une vieillesse heureuse.

Il a rassuré aussi ceux qui considèrent que ce qu'on appelle « l'économie de marché » reste pour lui et son Parti la seule formule possible.

C'est que l'on se plaît (et nul apparemment n'y trouve à redire) à jeter la confusion dans les esprits en mettant dans le même panier le marché du coin où s'achètent les carottes et les navets, avec ce « Marché », qui passe loin par-dessus nos têtes, terrain d'exercice des faiseurs de gros profits (que l'on a toutes raisons d'appeler des profi-

teurs), des dominateurs et des rassembleurs de monopoles internationaux.

Que le même vocable désigne deux choses aussi différentes, c'est déjà, dans le langage, une troublante incertitude.

Mais qu'on entretienne cette imprécision, même — peut-être — de bonne foi, c'est une preuve

d'ignorance ou de tromperie. Voilà ce qu'il aurait fallu dire — et que personne n'a dit — aux ventres dorés venus chercher dans ce forum l'art et la manière de supporter un gouvernement de « Gauche » et de n'en pas moins dormir sur ses deux oreilles et sur un confortable matelas bien rembourré...

LA DÉMOCRATIE ET SA CARICATURE

par César DESTOINT

On classait jadis les hommes selon qu'ils étaient puissants ou misérables. On range aujourd'hui les régimes politiques suivant qu'ils sont — ou non — pour la démocratie.

Cela permet aux uns comme aux autres de se proclamer plus démocrates que leurs adversaires.

Ce qu'on ne se demande jamais, c'est de quel genre de démocratie il s'agit...

LE PARAVENT DE LA CONFUSION

La nuance peut paraître superflue : la démocratie ça ne se détaille pas, la liberté non plus. Et pourtant, aussi surprenant que cela paraisse, le mot « démocratie » comme le mot « liberté », jouit d'autant de définitions qu'il a de commentateurs.

Ce sont de ces mots que chacun comprend à sa manière. Quelle est la bonne ?

L'entretien de cette confusion permet aux gouvernants en place de s'abuser et surtout d'abuser le peuple sur le sens du mot. La démocratie, apparemment, c'est simple, cela consiste à pouvoir s'exprimer.

S'exprimer pour quoi ? Pour choisir. Mais choisir quoi ?

LE PIEGE DE L'ELECTORALISME

Si cela se limite à désigner Jules ou Jacques pour décider à votre place, c'est en effet fort limité.

Si cela consiste à définir une politique, c'est mieux, le sens du mot démocratie devient plus profond. Pourtant cela ne suffit pas encore.

Jusqu'où va ce droit de choisir ? On peut le can-

tonner dans l'application de règles fixées d'avance et une fois pour toutes.

Mais il peut aussi bien concerner ces règles de base. Force est d'admettre que cette hypothèse n'a jamais été envisagée. Même quand on a demandé aux citoyens d'un pays d'approuver — ou de rejeter — une constitution, ce document ne précisait que les superstructures, jamais les mécanismes fondamentaux de la société.

Quelles règles de base ont, sur la vie sociale, les effets les plus directs et les plus importants ? On ne se pose pas la question.

Supposons que, par exception, on la pose. La réponse ne fait aucun doute, ce sont les règles économiques. Mais au mot « économie », qui semble avoir un sens restrictif — et qui est habituellement mal compris — nous préférons celui de « société — car c'est bien de cela qu'il s'agit, en définitive.

SANS LE PEUPLE AU POUVOIR, PAS D'ESPOIR

Quand on nous parle de démocratie, nous demandons de quelle démocratie il s'agit. Et nous proposons un plan de société pour les hommes de ce temps qui ne doivent plus se nourrir d'illusions.

Nous demandons à nos contemporains d'admettre que la société doit être conçue pour leur rendre — ou pour leur donner — la parole qu'aucune « démocratie » ne leur a jusqu'à présent accordée : choisir eux-mêmes leur propre mode de vie, sans aliénation.

Sans ce véritable pouvoir au peuple, tout n'est que tromperie et manœuvres électorales.

MEFAITS DIVERS

par Georges STEYDLE

La charrue avant les bœufs

Dans « le Parisien » du 29 octobre 1976, sous la signature de Marc Blancpain, on peut lire ceci :

« Les gens féroces — le mot n'est pas trop fort — sont de plus en plus nombreux en France, et bien sûr, dans nos grandes agglomérations. »

« L'autobus est plein à craquer ; un homme âgé, titulaire d'une carte qui lui donne droit à une place

assise, présente cette carte à la femme qui occupe la première banquette. J'ai le cœur fragile, dit la femme, je ne vous céderai pas ma place ! L'homme insiste, la femme tient bon. Le ton monte et dégénère en querelle. Devant eux, derrière, à droite et à gauche, il y a, confortablement assis, des voyageurs jeunes et robustes... Pas un n'aura l'idée

d'offrir sa place pour mettre fin à cette pénible dispute ! Au contraire, j'en vois qui se mettent à rire stupidement. »

M. Blancpain cite encore deux autres exemples :

Une femme aveugle et sa vieille amie qui souffrent de la hanche marchent sur le trottoir en se tenant le bras. Elles sont bousculées par des gens pressés qui parfois les injurient.

Le dernier exemple est celui d'un vieux banlieusard dont la vue a baissé. Son voisin, profitant de cette infirmité, brise la clôture de son jardin pour y déverser ses ordures.

La conclusion de ce « Billet du Parisien » est la suivante :

« Il y a bien des choses à réformer chez nous. Mais il serait bon de commencer par l'éducation et les mœurs de certains de nos contemporains ; comme le disait un philosophe : « aussi longtemps qu'on n'aura pas changé les hommes, on n'aura rien changé du tout ».

Eh bien non, Monsieur Blancpain ; ce philosophe se trompe et vous aussi ! Car les goujateries et mufleries que vous dénoncez avec juste raison, ne peuvent que s'amplifier dans un régime économique où tout est basé sur la rentabilité et sur le besoin impérieux d'appliquer le système D pour gagner sa vie.

Je prends le contrepied de votre philosophe en disant : aussi longtemps qu'on n'aura pas transformé la société de PROFIT dans laquelle nous

vivons, on n'aura rien changé au comportement malsain de beaucoup de nos contemporains.

Prétendre faire le contraire, c'est mettre la charue avant les bœufs.

A propos d'autobus, comme dans votre premier exemple, permettez-moi de vous relater les faits suivants auxquels il me fut donné d'assister :

Dans les cinq premières années d'après guerre, pour se rendre des Cités hautes du Plessis-Robinson au Pont de Sèvres, il fallait une heure et demie, compte tenu du temps de correspondance du métro. Ceci allongeait donc de trois heures les journées de travail de nombreux banlieusards.

La R.A.T.P. se décida un jour à créer une ligne pour assurer directement la liaison. Mais comme il s'écoulait 30 minutes entre deux départs successifs, de longues files d'attente se formaient le soir à la sortie des usines et des bureaux. Chacun essayait de « resquiller », on en vint aux invectives et même aux coups de poings.

Enfin la fréquence des autobus fut augmentée. Il y eut d'abord un départ toutes les 10 minutes, puis toutes les 7 minutes. A ce moment-là, presque plus de files d'attente ne se formèrent et les « bagarreurs » du temps de la rareté, devinrent, devant l'abondance des moyens de transport, les meilleurs amis du monde.

Voilà bien la preuve que pour réformer le comportement et la mentalité des individus, il faut commencer par transformer notre société, c'est-à-dire nos conditions de vie.

ETRANGER

par Pierre SIMON

Le chômage aux Etats-Unis

Malgré la reprise économique en cours depuis le début de l'année aux Etats-Unis, reprise qui donne actuellement des signes certains d'essoufflement, le taux global de chômage est encore (1) de 7,8 %. Parmi les catégories les plus touchées il y a les femmes. Comme la part qu'elles occupent dans la population active croît constamment, il faut que l'économie crée de nouveaux emplois pour répondre à la demande de toutes celles qui attendent. Déjà, trois femmes mariées sur cinq et une mère de famille sur deux travaillent.

Bien sûr, il y a plus de sans emploi chez les femmes que chez les hommes. D'abord, parce qu'elles sont moins qualifiées, ensuite parce qu'elles sont toujours les dernières qu'on embauche mais les premières qu'on licencie.

Il en va de même chez les jeunes pour qui le problème est encore plus grave. En effet, si le taux de chômage est de 7,5 % parmi les femmes (il est de 6,1 % chez les hommes) il atteint le chiffre exorbitant de 18,6 % chez les moins de vingt ans, soit bien plus que chez les Noirs chez qui il est de 12,7 %.

Constatant l'incapacité de l'économie américaine à absorber toute cette main-d'œuvre et soucieux de trouver une solution, les économistes américains ont fait preuve d'imagination. Ils ont changé les critères du « plein emploi ». Jusqu'à présent, on considérait que le plein emploi était atteint lorsque le taux de chômage global ne dépassait pas 4 %. Désormais ce taux sera de 5 %. Il suffisait d'y songer.

Ces quelques faits et cette « anecdote » illustrent encore une fois l'illusion dangereuse que constitue la notion de plein emploi dans une économie capitaliste. Le droit au travail ne peut être garanti et un volant de chômeurs, dont il suffira de remonter le seuil officiel pour se donner bonne conscience, est le phénomène le plus normal du monde. Qui souhaite faire partie de ce volant ? L'illusion que constitue le plein emploi a été vigoureusement dénoncée par Jacques DUBOIN.

(1) Ce chiffre est cité par la revue TIME (1-11-1976). Il est contesté par l'AFL-CIO, la grande centrale américaine, pour qui le taux réel est de 10,3 %. Elle y inclut tous ceux qui, las de chercher en vain un emploi, ont renoncé à travailler.



DE QUOI QU'ON SE PLAINT ?

par Gabriel LAFONT

Le Français, on le sait, et du reste il s'en vante, s'est acquis depuis longtemps une solide réputation de râleur dans le monde entier. Ce qui rend notre cher et vieux pays parfaitement ingouvernable. C'est bien triste. Et il faut vraiment que nos ministres aient un sacré courage et beaucoup de temps à perdre pour entreprendre de faire le bonheur de ce peuple impossible.

Certes, tout ne va pas pour le mieux chez nous et les occasions de rouspéter ne manquent pas. Mais il n'y a que les Français que l'on entend critiquer systématiquement leur gouvernement. On ne voit pas ça dans les pays de l'Est. Ni au Chili. Et puis, ça avance à quoi ?

Tout le monde, je sais, et c'est fort heureux, ne râle pas en France. Je connais même un brave octogénaire qui aurait eu de bonnes raisons de ne pas être content, lui, après s'être fait piquer 800 millions par un truand, et qui n'a même pas porté plainte. En plus, il a fait l'objet d'un redressement fiscal d'un milliard et demi, et il garde toujours le moral. De quoi se flinguer, pourtant. Comme ce malheureux épicier, l'autre jour, en apprenant la visite des contrôleurs du fisc. L'octogénaire en question, qui n'aura peut-être plus que sa retraite des vieux pour finir ses jours à Nanterre, a tenu le coup. C'est beau. Il nous donne ainsi à tous un bel exemple de civisme.

Je ne puis affirmer que j'en ferais autant si j'étais à sa pla-

ce. Tout le monde n'est pas un héros. Et j'admets volontiers que l'on peut avoir parfois des raisons de manifester sa grogne. Je vous accorde même qu'après deux années de règne giscardien, et en pleine société libérale avancée, il y a comme des bavures dans le système. Et si vous insistez, je dirai que ça va même plutôt mal. Mais ça pourrait aller plus mal encore, on n'a pas tout vu. Alors ?

Du reste, notre Président fait ce qu'il peut. Que feriez-vous à sa place, gros malins ? Il a viré son premier ministre, un bon à rien, ou tout comme, pour le remplacer par le meilleur économiste français. Les choses ne se sont pas beaucoup arrangées depuis, le franc continue à fluctuer et à mergiturer, la Bourse, n'en parlons pas, le fric prend le chemin de la Suisse, le chômage atteint le million et les prix grimpent toujours. Mais si les premiers résultats du plan Barre ne sont pas très encourageants, grâce à l'augmentation de la vignette-auto tous les espoirs restent permis.

Seulement faut attendre. Ce n'est pas en gueulant dans la rue : « Giscard des sous ! » que cela ira plus vite.

Je sais bien que certains utopistes, pour ne pas dire de doux farfelus, vous expliqueront que toutes ces difficultés que traversent les pays occidentaux sont sans remède dans notre système économique. Car, s'il en existait un, de remède, cela se saurait. A les croire c'est le système économique qu'il faut

changer. C'est la forteresse de l'Argent qu'il faut abattre. Et sur les décombres du libéralisme et de l'économie de marché devenue caduque, fonder le socialisme distributif qu'imposent les progrès des sciences et des techniques du XX^e siècle.

Mais allez dire à M. Giscard d'Estaing, patron de notre économie depuis dix ans, allez lui dire, même gentiment, qu'il n'est pas plus fortiche que les autres, ça ne lui ferait peut-être pas plaisir, à cet homme.

DEVINETTE

— Quel est le candide utopiste qui a dit :

« La valeur de notre devise a passablement diminué depuis un quart de siècle. Cela signifie qu'il existe donc bien quelque défaut dans notre système financier, et ce qu'il a de malsain a certainement contaminé notre économie ».

« ...Quoi de plus sain, de plus solide, de mieux assuré que la capacité de production du pays qui tend à croître sous l'influence du progrès ? **Qu'on accroche donc notre système financier à la capacité de production** et notre monnaie sera aussi solide qu'elle. Que l'accès au crédit soit au service de cette capacité de production et l'on ne parlera plus de crise économique ni de récession. **Que la masse monétaire soit en rapport constant avec le volume de la production réalisée**, et ce sera la fin de l'instabilité monétaire, de cette variation de la valeur de la monnaie qui empoisonne la vie économique en imposant des privations devant une offre grandissante des produits et des services. Une économie saine est celle qui répond aux besoins de la consommation. Il faut qu'à tout moment la capacité d'achat corresponde à la capacité de produire. On aura ainsi une économie des besoins et non une exploitation des maîtres de l'argent ».

SOLUTION DANS CE NUMERO.

VIE DU M.F.A.S.D.

CONGRÈS ANNUEL

Une grossière manœuvre

par M. EUVRARD

Certains adhérents avaient reçu, à la veille du congrès annuel, une circulaire, postée par courrier lent le 2 novembre. Non signée, elle se déclarait issue du comité directeur et portait les noms de Charles Lorient et Gabriel Gouinguet. Cette circulaire, qui prétendait ajourner le congrès statutaire de l'année 1976, était arbitraire et illégale.

L'ARBITRAIRE

Ses auteurs estimaient arbitrairement que les adhérents n'avaient pas été encore suffisamment informés. Or, quel meilleur moyen peut-on imaginer pour informer les adhérents qu'une réunion au cours de laquelle le comité directeur aurait été amené à justifier son activité et ses décisions, où un débat se serait ouvert au cours duquel chacun aurait pu avoir la parole et présenter ses arguments en les appuyant éventuellement sur des preuves visibles ? La décision d'ajournement apparaît ainsi comme une dérobade. D'autant que Mme Duboin avait offert, devant le Juge commis par M. Lorient, d'ouvrir les colonnes du journal au comité directeur et que ce dernier n'a pas profité de cette possibilité.

De plus, cette décision avait pour effet de permettre à ceux qui les retenaient, malgré l'arrêt du Juge, de conserver encore les sommes versées pour le journal.

L'ILLEGALITE

L'ajournement du congrès était illégal pour les raisons suivantes :

— d'après les statuts, une assemblée générale ordinaire doit se tenir une fois par an et avant le 30 novembre. Il n'y en aurait ainsi pas eu en 1976 puisque celles de mars et avril étaient des assemblées extraordinaires convoquées uniquement pour la révision des statuts.

— en admettant que le congrès qui se serait alors tenu, aux dires de la circulaire, à la fin de janvier 1977 puisse être considéré comme le congrès 76 exceptionnellement retardé, les cartes exigibles à l'entrée auraient alors dû être les cartes 76 délivrées **avant la date statutaire pour le congrès 76**. Imposer que soient au contraire exigées les seules cartes remises maintenant par le Président sortant apparaît comme une manœuvre d'autant plus grossière que je n'ai jamais refusé de présenter un fichier appartenant au Centre.

Cette circulaire prétendait en outre s'appuyer sur la régularité de l'élection de Charles Lorient en tant que Président en exercice et sur celle d'un « bureau légalement déposé en Préfecture ». Alors puisqu'il faut en venir à faire du légalisme, voyons de près cette régularité :

D'après l'extrait de délibération établi le 13 juillet 1976 par Charles Lorient, ce dernier aurait été élu Président par le Comité Directeur le 8 mai 1976, à la suite du congrès extraordinaire du 25 avril précédent.

Or, ce 8 mai 1976, voici comment s'est déroulée la réunion

du comité directeur : Charles Lorient est venu au Siège avant le début pour y déposer un magnétophone et une bande magnétique qu'il avait enregistrée et qu'il désirait faire entendre aux membres du comité afin de leur expliquer pourquoi il leur remettait ainsi sa démission définitive. Puis il partit avant l'arrivée des autres membres et après avoir confié à Mlle Liliane Hammar (jamais membre du comité) le soin de le remplacer, de passer la bande et d'ouvrir la discussion sur le texte des nouveaux statuts qu'il venait de rédiger et qu'il lui avait remis dans ce but. On écouta la bande. On fut consterné par cette nouvelle démission de Charles Lorient. Puis Mlle Hammar décida que la discussion des statuts, « c'était ch... », disons fastidieux, et il ne sortit plus rien de cette mémorable réunion.

Voilà ce qu'on appelle ensuite l'élection régulière du « Président » Charles Lorient.

Quant au Comité Directeur et à son Bureau, on peut noter au moins les quelques irrégularités suivantes :

— le congrès statutaire de juin 1975 n'a pas élu d'administrateurs (article 10 des statuts en vigueur),

— le congrès de remplacement du 28 septembre 1975 n'a élu que le tiers des administrateurs qu'il devait élire (chapitre IV, b),

— le mode de scrutin n'était pas statutaire (chapitre IV, b),

— il n'a pas été procédé à l'élection de suppléants (chapitre IV, b).

La liste des membres du Comité Directeur ainsi élu (publiée dans le N° 728 d'octobre 1975) a été ensuite illégalement modifiée :

— Mme S. Wittwer, élue Trésorière, ayant démissionné, elle a été remplacée par M. Joseph Iciar, qui n'était d'ailleurs pas éligible puisqu'il n'était adhérent que depuis moins d'un an (chapitre IV, b).

— Ce même M. J. Iciar, ayant été refusé par la Préfecture parce qu'il n'est pas de nationalité française, il a été remplacé, apparemment, par M. René Clairand, jamais élu.

— M. René Clairand n'était d'ailleurs pas plus éligible, puisqu'il n'a adhéré que le 11 février 1976.

M. EUVRARD
Secrétaire du M.F.A.S.D.

Pierre LARCHER remercie les très nombreux camarades qui lui ont témoigné leur confiance en approuvant la motion qu'il a proposée.

Compte rendu du Congrès statutaire du M.F.A.S.D.

PARIS, LE 7 NOVEMBRE 1976

Des adhérents du M.F.A.S.D., convoqués régulièrement par lettre en date du 4 septembre 1976, se sont rendus aux lieu et heure prévus, 14, rue de Trévise à Paris-9^e, le 7 novembre 1976 à 9 heures. Ils y ont trouvé affichée une circulaire non signée, annonçant l'ajournement du congrès. Un grand nombre d'entre eux, notamment ceux venus de province, se sont montrés étonnés d'un pareil contre-ordre.

Examen fut alors fait des statuts modifiés de notre mouve-

ment, rédigés et déposés à la Préfecture de Police par M. Lorient (J.O. du 1^{er} août 1976), qui montra que l'ajournement était illégal.

Les 80 adhérents*, présents ou représentés, estimèrent par conséquent qu'ils pouvaient valablement tenir Congrès.

* — Compte non tenu des pouvoirs qui ont été adressés au siège car ils ne nous ont pas été transmis.

Procès-verbal du Congrès statutaire

Les congressistes constatent que l'article 8 des statuts stipule : « Le Mouvement édite un journal qui assure la diffusion de ses thèses. Son Directeur est le Président du Mouvement ». Il s'agit donc de « La Grande Relève » qui en diffuse les thèses depuis le début. Sa directrice, Mme Duboin-Mon, étant présente, ils la désignent en conséquence comme Président du Mouvement.

Mme Duboin accepte cette tâche et propose au Congrès que M. THUILLIER prenne la présidence de la séance. La proposition est acceptée à l'unanimité. MM. JACOBS et PIZZOLI sont désignés comme assesseurs.

Le Président déclare ouverts les débats du Congrès ordinaire du M.F.A.S.D. et passe aussitôt à l'ordre du jour dont le premier point est l'examen du rapport moral.

Le Président demande qui est qualifié pour faire le rapport moral. Les membres présents du Comité Directeur déclarent n'avoir pas été convoqués à une réunion de ce Comité pour en discuter.

L'assemblée prend acte de cette carence du Comité Directeur et passe au deuxième point à l'ordre du jour qui est l'examen du rapport financier. Le Président donne la parole à M. Pizzoli, Trésorier du Mouvement. M. Pizzoli rappelle que certains décomptes ont déjà été publiés dans le N° 738 de « La Grande Relève » et que les comptes ne peuvent être faits que jusqu'au 19 juillet 1976, date à laquelle Mme EUVRARD-DUBOIN, secrétaire générale du Mouvement, a cessé de recevoir les relevés du compte courant postal M.F.A. 918.66 K, à la suite de la décision prise par le Comité Directeur du 10 juillet 1976 de les faire adresser au domicile personnel de M. René CLAIRAND.

L'assemblée constate que M. Clairand n'a jamais été élu au Comité Directeur et que, de plus, il ne pouvait statutairement pas l'être (chapitre 4 du règlement intérieur annexé aux statuts). Le Congrès conteste donc la validité de cette délégation de signature.

Le Trésorier Pizzoli donne ensuite lecture des comptes établis d'après les relevés du C.C.P. pour la période allant du 1^{er} juillet 1975 au 30 juin 1976. A cette dernière date le C.C.P. était crédité de la somme de 27 852,10 francs. Le bilan financier ainsi présenté est annexé au présent procès-verbal.

Mme Duboin précise que la somme de 4 096,61 francs figurant au passif du mois de juillet 1975 concerne le paiement du numéro de « La Grande Relève » du mois précédent.

Si on veut une idée du coût annuel du journal, il suffit par conséquent de déduire cette somme des dépenses figurant sur cette ligne budgétaire. L'examen du compte financier présenté indique ainsi un solde créditeur de 19 393,84 francs au bénéfice de « La Grande Relève » pour douze mois, compte tenu du versement de 18 540,33 francs effectué pour son soutien.

Le Trésorier précise que ni lui ni Mme Euvrard ne peuvent répondre des chèques bancaires qui auraient pu être adressés directement au Siège du M.F.A.S.D., rue Lemerrier, ou au domicile personnel d'un adhérent et qui ne leur auraient pas été transmis.

M. JACOBS demande des explications sur le conflit qui semble s'être élevé entre Charles LORIENT et certains membres du Comité Directeur d'une part, et certains adhé-

rents et autres membres du Comité Directeur d'autre part. M. ROBIN intervient dans le même sens et ajoute qu'il trouve que la présentation du journal telle que la concevait C. LORIENT ne répondait pas aux souhaits d'un grand nombre de lecteurs.

Mme DUBOIN retrace alors les événements récents tels qu'elle les a vécus. Elle explique comment les déclarations enthousiastes de Charles Lorient, ses engagements solennels exprimés à maintes reprises à son Père, l'avaient d'abord séduite au point qu'elle lui avait accordé sa confiance la plus totale, lorsque en 1971, il accéda à la vice-présidence de notre mouvement et rédigea quelques bons éditoriaux.

Ses premières inquiétudes datent d'environ deux ans, quand elle s'aperçut que la lecture de « La Grande Relève » était de plus en plus difficile, que le journal comportait de moins en moins d'articles originaux et tendait à être constitué surtout de reproductions d'autres revues, bulletins ou tracts. Ses inquiétudes sur la bonne marche du mouvement sont nées quand elle apprit que le Congrès 1975, convoqué statutairement en juin, s'était transformé, pour moitié en procès d'expulsion contre deux fidèles et dévoués adhérents, dont on n'a pu savoir quels reproches ils exprimaient au Vice-président alors en exercice, puis, pour la seconde moitié, avait dégénéré en « fête », les membres alors réunis ayant été entraînés par Mlle HAMMAR sur ces mots : « je n'en ai rien à fou... faire du M.F.A., allons faire la fête. »

Les abus de pouvoir du Vice-Président se sont ensuite multipliés (voir ci-dessus « une grossière manœuvre »).

Mme Duboin, à l'appui de ses affirmations, présente aux congressistes les doubles des procès-verbaux rédigés par C. Lorient lui-même. C'est ainsi que dans « l'extrait des délibérations du comité directeur du 10 juillet 1976 » où n'étaient présents que MM. Clairand, Chibleur, Rochereau et Lorient, on peut lire : « Le comité directeur décide... retrait de la signature de Mme Euvrard pour effectuer les opérations postales, téléphoniques, télégraphiques (recommandés, mandats, etc...) et pour faire fonctionner le C.C.P. N° 918.66 K PARIS. Le Comité directeur donne pouvoir pour effectuer toutes les opérations postales à Messieurs Lorient... et René Clairand... Messieurs Charles Lorient et René Clairand sont également désignés pour effectuer séparément toutes opérations concernant le compte n° 918.66 K Paris. Ces nouveaux pouvoirs annulent et remplacent les précédents. La correspondance concernant le C.C.P. devra être adressée à M. René CLAIRAND, 42, rue Saint Marc, 93800 Epinay-sur-Seine. »

Ce Monsieur René Clairand est bien le nouvel adhérent, jamais élu au Comité Directeur, dont il a été question plus haut.

Mme DUBOIN relate ensuite ses trois visites successives au Comité directeur. M. Lorient lui avait fait demander si elle accepterait que son nom soit mis à la place de celui de son Père, en dernière page de « La Grande Relève ». Ce qui signifiait prendre la responsabilité pénale de la publication. Son intention était de l'accepter à condition qu'elle puisse effectivement l'assumer au sein d'un comité de rédaction qu'elle demandait de reconstituer.

Le 3 juin 1976, la question ne put être débattue, car elle n'était pas à l'ordre du jour. Mme Duboin demanda de parti-

ciper au numéro « Spécial J. DUBOIN », c'est-à-dire le N° 736 de juin que Charles Lorient préparait. Ce dernier lui répondit qu'il avait pris la biographie qu'elle avait elle-même rédigée pour le journal « Le Monde » (et dont elle lui avait donné un double lors de la mort de son père), qu'il comptait en faire le canevas de ce numéro, en l'étoffant de citations tirées des ouvrages de J. DUBOIN.

Le 24 juin, nouvelle réunion du comité directeur. C. Lorient se montra très étonné de revoir Mme DUBOIN car il s'agissait, dit-il, d'un comité spécial consacré à la préparation de la Fête « Tous Ensemble ». La mise sur pied d'un comité de rédaction n'était pas encore à l'ordre du jour.

Enfin, le 30 juin, la fête étant passée, Mme Duboin vint une troisième fois : le premier point de l'ordre du jour était la situation statutaire du M.F.A., le second était le journal. On n'alla pas jusque là. La réunion fut rendue épouvantable par l'agressivité, dès son arrivée, de Charles Lorient, par sa mauvaise foi, par son art de répondre à côté des questions posées. Mme DUBOIN n'eut même pas l'occasion de montrer le texte du testament de son Père qu'elle avait pris soin d'apporter. Il lui fut dit qu'elle n'avait rien à faire là, « qu'elle venait comme des cheveux sur la soupe », etc... et pour finir, C. Lorient lui déclara clairement : « de vous et de moi, l'un des deux est de trop ici ». Mme DUBOIN n'ayant pas l'intention de mettre M. Lorient dehors, partit accompagnée de Mme Euvrard.

Elle se proposa alors de faire connaître le testament de son Père dans un numéro spécial en cours. A cette intention, elle rédigea un texte qu'elle porta à l'imprimeur de « La Grande Relève » qui s'était proposé comme intermédiaire, pour le soumettre à C. Lorient. L'ayant lu, celui-ci écrit dans une lettre adressée le 13 juillet à Mme Euvrard : « Il est évident que la situation rend impossible toute publication de notre journal tant que son statut légal ne sera pas fixé. »

Il va de soi que le statut légal du journal est fixé depuis longtemps, car le journal ne date pas d'hier !

Mme Duboin estima que cette décision de suspendre la publication lésait gravement les abonnés et qu'il suffisait d'attendre encore un peu pour les décourager totalement. C'est pourquoi, avec le peu d'aide dont elle pouvait disposer un 15 juillet, elle entreprit de faire à toute vitesse un numéro, qui ne pouvait être que celui de juillet, et qui devait impérativement arriver avant la fin du mois. Il fut imprimé et déposé à « La Quotidienne », entreprise qui en assurait le routage, le 27. On sait, pour l'avoir lu dans notre N° 738, comment ces exemplaires furent dérobés par Charles Lorient, qui en outre, osa introduire en référé au nom (donc aux frais) du M.F.A.S.D. une demande de séquestre. Le 6 août, le Tribunal débouta C. Lorient et autorisa Mme Duboin à continuer la publication. A la demande du Juge, Mme Duboin accepta bien évidemment de réserver un certain nombre de pages du journal aux articles qui pourraient lui être proposés par

le Comité Directeur du M.F.A.S.D., à condition que ceux-ci suivent la ligne de pensée de J. Duboin.

Le Président Thuillier souligne que le M.F.A.S.D. n'a pas usé de cette possibilité. Il rappelle aussi que les exemplaires dérobés par Charles Lorient n'ont pas été restitués malgré la signification du jugement qui lui a été faite par huissier.

A l'unanimité, l'Assemblée laisse à Mme Duboin la décision d'entamer ou non une procédure à ce sujet à l'encontre de C. Lorient.

A l'unanimité, quitus est donné au Trésorier et à la Secrétaire, Mme Euvrard, pour les comptes financiers de la période allant du 1.7.75 au 30.6.76.

Le Congrès, à l'unanimité, donne pouvoir à Mme Duboin pour que soit versé au C.C.P. de « La Grande Relève » l'argent versé pour ce journal.

Sur proposition du Président de séance, le Congrès procède ensuite à l'élection des administrateurs. Se déclarent candidats : MMmes Buguet, Duboin-Mon, Euvrard, Bouchard, MM. Armand, Bosset, Buguet, Bourdette, Jacobs, Kopinski, Larcher, Lasserre, Maillot, Mon, Pizzoli, Reybaud, Thuillier et Vexliard.

Le Congrès passe au vote et désigne comme administrateurs du M.F.A.S.D. :

MMmes Buguet, Duboin, Euvrard, MM. Armand, Buguet, Bourdette, Jacobs, Kopinski, Larcher, Lasserre, Mon, Pizzoli, Reybaud, Thuillier et Vexliard.

M. Maillot lit la motion suivante (approuvée par écrit au préalable, par 65 personnes) : « Jacques Duboin a fondé le journal « La Grande Relève des Hommes par la Science ». Il l'a dirigé et animé pendant près de quarante années. Par testament il lègue expressément cette publication à sa fille Marie-Louise Duboin, épouse Jean-Pierre Mon. Cette dernière volonté de Jacques Duboin doit être respectée par tous les membres du M.F.A.S.D. ».

M. Maillot y ajoute l'amendement proposé par M. Kopinski : « En conséquence, Mme Marie-Louise Duboin, propriétaire de « La Grande Relève des Hommes par la Science », en prend la direction et est nommée président du M.F.A.S.D. ». Cet amendement, ne faisant que reprendre l'article 8 des statuts, est jugé inutile.

La motion est adoptée à l'unanimité.

A l'unanimité, le Congrès mandate le Comité Directeur et lui donne pleins pouvoirs pour gérer les sommes dues au M.F.A.S.D. et à « La Grande Relève » et pour établir une comptabilité séparée Journal-Mouvement.

Le Congrès décide à l'unanimité que le Comité Directeur qui sera élu par les administrateurs nouvellement désignés pourra, s'il le juge bon, s'adjoindre deux membres de l'ancien comité directeur.

Le Président déclare le Congrès clos à 11 h 35.

Extraits du Compte rendu des débats du conseil d'administration du M.F.A.S.D. du 7 novembre 1976

Les administrateurs du M.F.A.S.D., élus par le Congrès du 7 novembre 1976, se sont réunis le 7 novembre 1976 à 11 h 45, 14, rue de Trévis, Paris-9^e, et ont procédé à l'élection du Comité Directeur.

Ont été élus :

Président : Mme Marie-Louise Duboin-Mon.

1^{er} Vice-Président : M. Jean Maillot.

2^e Vice-Président : M. Robert Kopinski.

Trésorier : M. Elie Pizzoli.

Secrétaire générale : Mme Marguerite Euvrard-Duboin.

Secrétaire adjointe : Mme Marguerite Buguet.

Secrétaire chargé de la propagande : M. Pierre Buguet.

Conseillers techniques : M. le Général Lasserre

M. Pierre Larcher

M. Elysée Reybaud.

Compte rendu financier

RAPPORT FINANCIER

Le bilan des opérations sur le seul C.C.P. 918.66 K, pour la période du 1^{er} juillet 1975 - 30 juin 1976 qu'a présenté Mme Euvrard, est disposé en tableau où figurent, mois par mois, toutes les recettes et toutes les dépenses, poste par poste.

Nous ne pouvons rapporter ici que les totaux annuels pour chaque poste :

AVOIR LE 1-7-75 : 29 672,91 F.

DEPENSES : total 84 302,98 F, se décomposant en :

Grande Relève :	Impression	34 653,00
	Routage	5 849,10
		40 502,10
M.F.A.S.D. :	Location, 10 mois rue de Lancry	6 200,00
	Location, rue Lemerrier	3 370,44
	Salaires secrétaire (11 mois) ..	11 080,30
	Cotisations URSSAF	4 077,00
	Impôts	562,00
	Versements à Charles Lorient ..	8 416,19
	Téléphone et répondeur autom. ..	3 594,37
	Frais postaux	2 804,58
	Locations salles congrès	1 196,00
	Pour la fête « Tous ensemble » ..	2 500,00
		43 800,88

RECETTES : total 82 482,17 F se décomposant en :

Grande Relève :	Abonnements	33 225,00
	Soutien PQVGR	18 540,33
	Bouillons	975,00
	Suppléments au N° 732	40,00
	Changements d'adresse	19,00
		52 799,33
Librairie :	Livres	1 164,40
	Tracts	57,00
	Frais d'envoi	66,34
		1 287,74
M.F.A.S.D. :	Cotisations	19 368,10
	Dons « tous ensemble »	1 799,00
	Dons « achat d'un local »	6 415,00
	Dons pour location salles	130,00
		27 712,10
Divers :	Provenance non précisée	583,00
	Don pour couronne mort	100,00
		683,00

AVOIR LE 1-7-76 : 27 852,10 F.

Notre ami J. Carlesse voulait que le texte ci-dessous soit lu au Congrès. Malheureusement, il nous l'a fait parvenir trop tard pour cela.

UNITÉ... UNITÉ...

Je suis certain qu'aucun de nous n'est animé d'ambition personnelle. Nous n'avons tous, je pense, qu'un seul souci : celui d'essayer de donner une plus large audience à nos idées communes inspirées de l'œuvre de Jacques Duboin.

Toutes les actions menées par ceux que notre Père spirituel a choisis pour le seconder, partent sûrement d'un bon naturel. Mais elles sont trop souvent, hélas !, entachées de dialectiques, non seulement étrangères à la nôtre, mais influencées d'une manière presque atavique par les « embourbés » du règne de la rareté.

Je conçois qu'il est difficile de s'extirper des slogans et réflexes des grands courants révolutionnaires du passé, lorsqu'on veut voler au secours de la révolution qui s'accomplit sous nos yeux. C'est pourtant à ce travail ardu que s'étaient attelés Duboin et ses disciples de la première heure ; c'est ce que nous appelions le « débouillage des crânes »...

Venue d'horizons divers, mais conquise par la logique de nos thèses, qu'elle apparentait inconsciemment à ses idéaux, chaque recrue venait à nous avec son bagage d'idées préconçues, dont il était toujours difficile de la débarrasser. Il fallait un homme comme Duboin pour l'accueillir et la raisonner, la laissant jeter sa gourme jusqu'à ce qu'elle ait compris.

Nos rangs sont encore pleins de ces adeptes-là mais hélas, Duboin n'est plus !

Au moment de sa mort, se sentant désormais impuissant à maîtriser un courant dévotionniste, il a chargé sa fille, parce qu'il la connaissait bien, de reprendre le flambeau, en lui leguant l'organe de sa pensée.

S'il en a fait son héritière en ce domaine, ce n'est sûrement pas pour en frustrer tous ses disciples, mais pour leur donner un dénominateur commun, une sorte d'arbitre dans leurs extériorisations.

« La Grande Relève » demeure l'organe de propagande du M.F.A.S.D. dans la ligne tracée par Jacques Duboin que sa fille est chargée de faire respecter. Sa nouvelle directrice ne prétend d'ailleurs pas la monopoliser. Elle est prête à la

laisser rédiger par tous les membres de notre mouvement qui ne s'écartent pas de la ligne, même en proposant des étapes ou des actions tendant à avancer l'heure de notre libération.

Le M.F.A.S.D. doit se comporter comme si Duboin était encore vivant, sa fille le représentant. C'était bien à lui, en définitive, que nous confiions nos idées, lui laissant la pleine liberté de les diffuser, sans jamais nous offusquer de ses critiques. Pourquoi refuser à son héritière, qu'il a désignée nommément pour prendre le relais, ce que nous ne lui refusions pas ?

Il reste au M.F.A.S.D. un grand rôle à jouer : celui d'inspirateur de l'action à mener pour la réalisation la plus rapide de l'Economie Distributive, « La Grande Relève » se faisant l'écho de ses luttes et de ses travaux.

Jean CARLESSE

Je remercie Jean Carlesse de la confiance spontanée qu'il me manifeste. Et quel enthousiasme ! Ma modestie en prend un sale coup !

Mais il n'est pas question pour moi de remplacer mon Père de cette façon, en ce sens qu'il n'est plus possible qu'une personne seule juge les articles théoriques du journal. En outre, l'orientation qu'il a imposée à mes études m'a conduite à une formation très scientifique, de sorte que, bien qu'ayant appris à lire avec des morceaux découpés dans « La Grande Relève », je n'ai pas sa vaste connaissance des théories économiques classiques !

Il faut, à mon avis, qu'un travail de réflexion collective s'organise, de façon à ce que chacun puisse y apporter le meilleur de lui-même. Cela peut se faire d'abord au cours de réunions amicales. Puis au sein de sections à recréer (Nice ? Nantes ? Paris ?). Il importe au M.F.A.S.D. de coordonner le résultat de ces travaux et d'en tirer le meilleur parti. Le journal pourra ainsi publier des études sérieusement préparées, et le M.F.A.S.D., retrouver sa raison d'être.

Nous sommes tous les héritiers spirituels de Jacques Duboin, tous, au même titre, et responsables individuellement du développement de ses théories, de la propagande à en faire et des conséquences à en tirer.

M.-L. D.

SUJETS DE REFLEXION

par **Marcel DUBOIS**

LA POLITIQUE DE L'ENERGIE

La crise actuelle du pétrole illustre parfaitement les différences fondamentales existant entre une économie de profit et une économie des besoins.

Faut-il rappeler combien de fois nous avons mis en évidence, dans « La Grande Relève », l'absurdité des choix déterminés uniquement en fonction de critères de rentabilité financière, au mépris des impératifs de la rentabilité économique ?

Quelques exemples liés au pétrole (parmi d'autres) :

— la substitution des véhicules « Diesel » nauséabonds aux trolleybus électriques dans de nombreuses grandes villes ;

— l'abandon de certains projets d'usines hydro-électriques ou marémotrices, sous prétexte que le kilowatt obtenu dans des centrales à fuel revenait moins cher ;

— l'aberrante politique gouvernementale en matière de transports marchandises à longue distance, aboutissant à confier à des poids lourds encombrants, pollueurs et meurtriers, un trafic de masse que le simple bon sens commandait de réserver aux voies ferrées.

Dans tous ces domaines, il va bien falloir réviser les options et réorienter la politique énergétique. Malheureusement, c'est un domaine où la durée du changement de cap se mesure en dizaines d'années. A tous les inconvénients, déjà subis du temps du gaspillage des ressources pétrolières, vont maintenant s'en ajouter inéluctablement beaucoup d'autres, lourds de répercussions sur notre vie quotidienne.

Ne nous réjouissons donc pas d'avoir eu raison, et demandons-nous plutôt pourquoi nos thèses, pourtant solidement argumentées, sont aussi peu prises en considération par les **responsables**.

Parmi les très nombreuses explications possibles, il en est une sur laquelle il me paraît opportun de réfléchir plus particulièrement.

En gros, on peut affirmer qu'actuellement la rigueur de l'analyse critique du système économique capitaliste par le M.F.A. est unanimement reconnue. Pourquoi n'en est-il pas de même de la solution constructive proposée par J. DUBOIN sous le nom d'économie distributive ?

En démontant le mécanisme de cette dernière, on constate pourtant que deux de ses éléments fondamentaux :

— la réforme monétaire (substitution d'une monnaie de consommation à la monnaie capitaliste)

— le revenu social (équilibrant les capacités de production à la demande réelle et non à la demande solvable),

découlent directement, pour ne pas dire mathématiquement, de l'analyse critique de l'Economie du profit.

EGALITE ECONOMIQUE : TOUT DE SUITE OU PAR ETAPES ?

Mais on s'aperçoit également que l'économie distributive comporte un troisième élément, fondamental dans l'esprit de son créateur : l'égalité économique, à laquelle J. DUBOIN a consacré un ouvrage complet. Or, si nous relisons ce livre, nous constatons que ce troisième élément n'est pas la conséquence directe de l'analyse, mais constitue un choix basé sur des considérations d'ordre éthique, on pourrait presque dire d'ordre politique au meilleur sens du terme.

Or — et c'est Jacques DUBOIN lui-même qui l'a souvent dit — la thèse de l'égalité économique, non retenue par certains mouvements d'inspiration abondanciste, tels les créditistes canadiens, est très loin de faire l'unanimité des centaines de milliers de Français qui reconnaissent le bien-fondé de l'analyse critique. En quoi, entend-on souvent objecter (principalement dans les milieux composés d'hommes ou de femmes assurant actuellement des responsabilités), le fait d'allouer un **complément hiérarchique de revenu social (en monnaie de consommation bien entendu)** pourrait-il paralyser le fonctionnement d'une économie des besoins ? N'en constituerait-il pas au contraire la meilleure approche, étant entendu que les inégalités économiques subsistant encore seraient fatalement attaquées sur trois fronts :

— suppression des profits du capital,
— suppression des profits liés aux circuits commerciaux traditionnels,
— relèvement par la base grâce au revenu social.

Ce raisonnement constitue une donnée de fait qui pose au moins un problème d'opportunité.

Faut-il se placer résolument dans le camp des partisans du tout ou rien, adversaires irréductibles d'une caricature de mini économie distributive, incapable de donner naissance au nouveau type d'homme libre qu'ils ont conçu et souhaité ?

Faut-il rejoindre ceux qui estiment avoir déjà suffisamment souffert d'une intransigeance à leurs yeux injustifiée et se rallieraient volontiers à une formule de réalisation accélérée de l'économie des besoins, alignée sur les conclusions de l'analyse critique du système financier, mais comportant des étapes facilitant l'adaptation progressive des mentalités et des comportements à la plus importante révolution de l'histoire humaine ?

A chacun d'en juger en se souvenant que l'intolérance, quel qu'en soit l'objet ou l'orientation, est toujours mauvaise conseillère.

Plein emploi ? Plutôt plein salaire !



« L'assainissement », ça continue toujours :

Les ministres de l'Agriculture des Neuf viennent de se réunir pour examiner le plan d'assainissement laitier. Afin d'enrayer la progression des excédents, la Commission des Communautés Européennes propose de verser une prime aux exploitants qui renonceront à la production laitière et d'assujettir les producteurs à une taxe de « prélèvement de coresponsabilité ».

M. BONNET, ministre français de l'Agriculture, a donné les raisons de ce nouveau malheur qui frappe l'agriculture : malgré la sécheresse, la production de lait dans la Communauté a augmenté de 3 % par rapport à la même époque de l'an dernier, et les stocks de poudre de lait chez les Neuf sont toujours très importants (de l'ordre de 1 400 000 tonnes).

Mais l'aberration du système ne s'arrête pas là : en effet ; pour « maintenir des conditions de concurrence équitables » entre le beurre et la margarine, la Commission suggère de taxer aussi les matières grasses végétales produites ou importées dans la Communauté Européenne Economique.

Excellentes mesures, comme on le voit, pour lutter contre la hausse des prix, priorité des priorités de l'action des gouvernements européens. Encore heu-

reux qu'il y ait eu la sécheresse !

Et pendant ce temps des milliers d'enfants meurent de faim dans les pays du Tiers-Monde.



Une vieille idée de Jacques DUBOIN enfin reconnue : la gratuité totale sur les réseaux de la S.N.C.F. et de la R.A.T.P.

C'est ce que propose par la bouche de Georges Sarre le Parti Socialiste.



Une enquête publiée par « Le Monde » sur la condition pénitentiaire nous apprend que la population carcérale est une population jeune et peu instruite : sur l'ensemble, 91 % des détenus ont un niveau d'instruction au plus primaire et 9 % seulement un niveau secondaire ou supérieur. Ce qui montre que les études, même dans le système actuel, ont un intérêt social évident.

Moralité : Quand Mme SAUNIER-SEITE, Secrétaire d'Etat aux Universités et M. HABY, ministre de l'Education, aidés par la loi ROYER, unissent leurs efforts pour freiner l'accès à l'enseignement supérieur, ils envoient des clients à leur collègue ministre de la Justice.



M. Michel DEBATISSE, président de la puissante Fédération Nationale des Syndicats d'Exploitants Agricoles, réclame un REVENU SOCIAL pour les agriculteurs.

Après avoir rappelé que 45 % des agriculteurs ont un revenu annuel inférieur à 10 000 francs, et qu'il y a parmi eux 1,2 « actif » pour 1 « inactif », à la question posée de savoir ce que devait faire un exploitant agricole dont la ferme n'est pas rentable, M. DEBATISSE a répondu : « Il faut regarder la situation réelle. Il s'agit de savoir par quel moyen la collectivité peut lui assurer une amélioration de sa situation. L'Etat n'a-t-il pas

intérêt à maintenir des agriculteurs qui n'ont pas d'exploitation rentable au plan économique, mais qui ne vont pas gonfler le nombre des chômeurs ? »

Si ce n'est pas là de l'économie distributive, qu'est-ce ?



La Suisse n'est pas un pays comme les autres : A 4 reprises en 1976 les prix ont baissé si bien que l'inflation cette année n'atteindra pas 1 %. Il y a là de quoi faire rêver « le plus grand des économistes français », qui devrait un peu réviser ses théories : n'apprend-on pas en effet que le déficit budgétaire de la Confédération Helvétique sera en 1977 en accroissement de 36 % sur celui de 1976. Et, circonstance aggravante, le ministre suisse des Finances a averti ses compatriotes qu'il n'était pas question de poursuivre plus loin les compressions des dépenses sans risquer une réduction substantielle des investissements et sans porter atteinte aux prestations sociales de la Confédération.

En France, on veut à tout prix avoir un budget en équilibre, on ne craint pas de comprimer les dépenses ni de sacrifier les investissements, moyennant quoi on a un taux d'inflation supérieur à 12 % l'an.

Allons, M. BARRE, lisez Jacques DUBOIN.



Lors de la dernière réunion, à Alger, du Club de Rome, la dangereuse organisation révolutionnaire que l'on sait, son président, M. Aurélio PECCEI, a déclaré : « L'ordre actuel est désuet, il n'offre aucune base solide sur laquelle notre génération puisse construire un futur pour celles qui la suivront. Au contraire, c'est le futur même qui est en péril à moins que le système économique ne soit redressé. »

Alors, M. le Président, à quand l'Economie Distributive ?

J.-P. MON

COURRIER DES LECTEURS

Depuis le dernier numéro, le 739, nous avons reçu 125 lettres ! Je dois avouer que nous n'espérons même pas une telle approbation massive, tant d'encouragements réconfortants. C'est vraiment la preuve que notre mouvement n'entendait pas se laisser mourir, qu'une énorme majorité nous soutient, qu'il importe maintenant de ne pas décevoir.

Il nous est bien évidemment impossible de publier toutes ces lettres, même en extraits. Nous avons donc été amenés à choisir des passages de certaines d'entre elles de façon à les représenter le mieux possible, en souhaitant que ceux de nos amis qui ne seront pas cités cette fois ne nous en tiendront pas rancune.

Wissembourg, le 17-10-76.

Beaucoup de journaux (Le Monde, l'Express, l'Unité, etc.) expriment... sans le savoir des vérités énoncées par Jacques Duboin depuis 1932. Ces journalistes font comme Monsieur Jourdain... sans le savoir ou sans vouloir le reconnaître.

R.P.

Le Pellerin, le 18-10-76.

Je pense à deux solutions...

La première : instruire les masses, à tous les niveaux, afin d'aboutir à la « grève générale productrice et distributive » (thèse Pastor) qui permettra de prendre les leviers de commande de la production et tout ce qui s'y rattache

La seconde — aussi contradictoire que cela puisse paraître — employer la formule politique ; car prêchant l'économie distributive, ne faisons-nous pas de politique ?

E.B.

Paris, le 19-10-76.

Ce que je sais à coup sûr, c'est qu'il serait extrêmement regrettable que disparaisse LA GRANDE RELEVÉ qui est le véritable flambeau d'espérance humaniste car l'économie distributive, en devenant de se réaliser progressivement, inéluctablement, serait susceptible de résoudre l'ensemble des problèmes sociaux, économiques, humanistes et philosophiques de l'époque actuelle.

J.F.

Tourrettes S. Loup, le 18-10-76.

Adeptes depuis 1932 de notre regretté Maître J. Duboin, je viens vous encourager à persévérer dans la nouvelle direction de « La Grande Relève ».

Déjà votre article n° 738 me réconforte et me dit que vous êtes dans la bonne direction, c'est-à-dire celle d'avant celle de M. Lorient !

Durant ces dernières années, comme beaucoup d'abonnés, nous n'avions plus

la foi comme au temps de votre regretté Père !

...Ce qui faisait la valeur de « La Grande Relève » du temps de J. Duboin, c'était bien sûr les articles du Patron, en premier, mais aussi les articles de Dieudonné, de Montreux, de Maillot, de Mme Curie, de Mme Sylvie, de Lafont, de Dubois, de Reybaud et j'en oublie beaucoup sûrement !

G.

Vence, le 20-10-76.

Je vous félicite de tout cœur d'avoir repris le flambeau. Bon courage et tous mes vœux !

R.K.

Blérancourt, le 19-10-76.

Le temps qui, gratuitement, travaille pour nous, nous vaut l'équivalent de centaines de milliers d'adhésions.

Ça va aller vite maintenant !

R.F.

Massy, le 25-10-76.

C'est avec un réel plaisir que je retrouve en partie notre « Grande Relève » des années de 1950 jusqu'au début de cette sombre période.

G.

Jargeau, le 29-10-76.

La mort de J. Duboin nous ayant beaucoup affectés, nous nous demandions ce qu'il nous fallait faire pour que son œuvre puisse continuer. Les numéros 738 et 739 que nous avons reçus nous donnent la réponse.

Il semble que de nouveau il n'y a que les thèses de J.D. qui soient valables et nous nous en faisons les interprètes.

M. et Mme T.

Villeneuve-le-Roi, le 23-10-76.

Je suppose que vous vous présenterez au congrès avec un bouquet affectif, il

ne vous servira à rien, car ceux d'en face (et c'est normal) seront pleins de venin, et vous serez tenue de laisser vos fleurs pour vous servir d'autant de venin que vos adversaires, je vous promets que Jacques Duboin sera déchiqueté entre les deux parties, pour la joie de quelques-uns.

J.I.

Paris, le 20-10-76.

Quelle monumentale erreur que ce N° 738 !

Avec l'envoi de ce dernier numéro, cela devient d'un ridicule incroyable !

H.B.

Nice, le 20-10-76.

Au sujet d'une association J. Duboin, je ne souhaiterais pas cette formule pour diverses raisons :

D'abord ce titre me paraît donner un peu trop l'impression d'une simple amicale à notre rassemblement.

Ensuite, quelle que soit la valeur d'un homme, je pense qu'il ne faut pas qu'on puisse nous accuser de pratiquer le culte de la personnalité.

Enfin, sur le plan de l'efficacité, je ne crois pas qu'il y ait intérêt à mettre le nom de J. Duboin dans le titre d'un groupement.

Un groupe de Nice.

Paris, le 24-10-76.

J'apprends avec surprise par un formulaire du M.F.A. qu'il faut sauver « La Grande Relève » ! Je pense que c'est tout à fait exact et absolument nécessaire car depuis plusieurs années ce journal avait perdu tout intérêt et avait nettement dévié de la ligne de Jacques Duboin.

Je pense, qu'étant donné son grand âge, il ne pouvait plus s'en occuper activement et que ses collaborateurs (je l'espère inconsciemment) ont modifié le but initial. C'est très décevant.

Je suis d'autre part profondément choquée de lire la phrase de M. Lorient parlant d'une « Mission nouvelle », la voie tracée par Jacques et son but ayant été depuis toujours, ce me semble, la Société distributive. J'avoue que je ne le connaissais que depuis 55 ans, peut-être M. Lorient le connaît-il mieux que moi ?

Y. D.-D.

Cormeilles-en-Vexin, le 27-10-76.

« La G.R. » est un journal, diffusant l'idée d'E.D. mais ne touchant que les initiés. Nous avons d'autre part les G.E.D. qui introduisent cette doctrine au sein des syndicats. Pourquoi n'aurions-nous pas des G.E.D. au sein des groupes écologiques (qui ont besoin de l'E.D. pour défendre les biens naturels contre le profit), des groupes politiques (communistes, socialistes, gauchistes...) ...Toute idée répétée inlassablement finit par laisser des traces... Rien qu'avec le chômage qui ne se résorbera pas, et la demande de plein emploi hurlée par les partis politiques, nous aurons un bon exemple de la justesse de nos idées.

H.M.

Besançon, le 28-10-76.

Combien de réunions avons-nous faites lorsque nous avions l'ambition des jeunes : certaines idées lancées ont été réalisées ou ont pris le chemin de la réalisation. Il faut continuer. La direction est bonne, la création est difficile.

F.B.

Vincennes, le 28-10-76.

Mouvement Français pour les loisirs conviendrait* beaucoup mieux que M.F.A. Le but fondamental de l'économie distributive n'est pas de produire à outrance des biens matériels mais bien de libérer l'ESPRIT du travail obligatoire et routinier. Il est donc EXTREMEMENT IMPORTANT que l'appellation de notre mouvement NE DOIVE PAS SEMBLER ALLER A L'ENCONTRE DE CE BUT FONDAMENTAL.

Ce qui compte, ce n'est pas ce que représente pour nous le mot abondance... ce sont les impressions qu'il suscite dans l'esprit des autres.

J.L.

* N.D.L.R. — Le nom de notre association a été changé par le congrès extraordinaire du 25 avril 1976, dernier congrès présidé par C. Lorient et convoqué dans le but de modifier les statuts. Depuis, notre association porte le nom de Mouvement Français pour l'Abondance par le Socialisme Distributif. Seul un nouveau congrès extraordinaire pourrait à nouveau le modifier.

Le 28-10-76.

J'espère que nous retrouverons la plume de Marcel Dieudonné et de tant d'autres qui donnaient un grand relief à notre journal.

Je demanderais aussi ENCORE UNE FOIS que les abonnés à « La Grande Relève » acceptent plus volontiers de se faire connaître afin qu'il soit possible de se rencontrer, échanger des idées, faire plus facilement des adeptes...

Nous aurions un impact extraordinaire par exemple ici à Beaumes SI nous essayions d'aider à s'installer des rentiers ou futurs rentiers dans ce gentil petit pays. Je connais déjà très bien le conseiller général et quelques autres personnalités et avec cet apport précieux de membres du M.F.A. nous pourrions essayer de transformer la vie, la façon de voir les habitants, car nous prendrions les problèmes un par un, nous nous verrions facilement. Nous pourrions favoriser les vacances des ténors du M.F.A. qui de leur côté apporteraient leur éclairage plus percutant que le nôtre et ce pays deviendrait un ferment dans la pâte si difficile à lever.

Elie MET
Le Paradou
84190 Beaumes de Venise.

Paris, le 29-10-76.

Bravo, je retrouve dans le dernier numéro « La Grande Relève » de Jacques Duboin.

I. et F.B.

St-Amand-les-Eaux, le 29-10-76.

Je viens de recevoir le n° d'octobre de « La G.R. » et sa teneur m'a beaucoup réconforté. Très heureux, entre autres, de retrouver la chronique de Gabriel Lafont.

A.B.

Blérancourt, le 28-10-76.

Il a existé un mouvement abondanciste américain. C'était peu de temps avant la dernière guerre. Les U.S.A. avaient 18 millions de chômeurs... Charles Amlie (ou Amlye) qui devait en être le promoteur avait suffisamment de fonds pour se livrer à un « gallup » de son choix. Dans un questionnaire... il était demandé le pourcentage de production de crise en regard d'une production possible avec le même matériel tournant à plein rendement, donc sans considération de vente. En bref, il était démontré que le standing aurait doublé ou triplé pour tous si l'on s'était entredistribué... la production dans le secteur visé. . .

R.F.

Paris, le 1-11-76.

Je suis de ceux à qui votre Père a appris beaucoup, si sympathique et

désintéressé. J'avais eu le plaisir un certain jour de m'entretenir avec lui sur le quai de la gare du Vésinet et j'avais eu le sentiment d'avoir eu affaire à un véritable humaniste.

J'approuve ce que vous écrivez dans ces deux numéros de « La G.R. ».

M.W.

St-Mandrier, le 1-11-76.

J'ai suggéré que l'on tente une réconciliation au congrès ; que « La Grande Relève » revienne à sa présentation ancienne, mais que l'on crée une tribune libre et une rubrique « question des lecteurs » où chacun serait libre de solliciter des éclaircissements ou une étude sur tel ou tel sujet ; que l'on adopte* (si l'on devait changer le nom du mouvement) M.F.S.D., et que l'on intensifie la propagande dans les milieux RURAUX.

P.H.

Nice, le 1-11-76.

Je suis heureux de revoir notre vieil ami Gabriel Lafont reprendre du « service » à « La Grande Relève », et apporter ainsi une note d'humour et parfois de critique acérée. Qu'il en soit remercié.

R.G.

Verberie, le 2-11-76.

L'évolution vers le « parti politique » serait une erreur. Le parlementarisme est une forteresse des hautes puissances financières, où vous n'entrerez jamais. C'est de plus un moyen de publicité très onéreux. Je suis pour le boycottage des élections, qui, avec l'audio-visuel n'ont plus aucun sens : l'Oise en est un admirable exemple, avec Dassault ou Hersant qui fut à quinze jours d'intervalle candidat unique de la gauche et candidat Gaulliste... et est toujours élu. Je fais cependant une exception pour les municipales, hors les grandes villes, c'est là que l'action sera la plus efficace.

R.

Saint Laurent des Hommes,
le 29-10-76.

Je souhaite ardemment que tous les courageux militants anciens et nouveaux comprennent que leur devoir est d'être aux côtés de la fille de J. Duboin qui a repris le flambeau avec autant d'abnégation que de foi.

Personnellement, j'insiste pour que le titre de notre journal reste ce qu'il a toujours été. Je suggère simplement que dans l'entête on place ces deux mots : « comprendre ou périr ».

R.M.

Villeneuve-St-Georges, le 28-10-76.

Suite à votre action d'éclat, au déclin de votre vie, vous pourrez y ajouter

vosre dernier titre de gloire : c'est moi la fille de J.D. qui ai clos la liste de tous ceux qui ont contribué à ternir le fruit de ses quarante années d'effort !

Vos propres lecteurs vont finir par vomir.

A.R.

Yerres, le 2.11.76.

« La G.R. » étant l'organe de propagande du M.F.A. et, partant, de liaison entre ses membres, il me paraît aberrant de la dissocier du mouvement.

J'ai remarqué, à la lecture des textes des amis de votre Père, une similitude de pensées sur la doctrine du maître et la suite à y donner. Ce ne peut être l'effet du hasard.

R.D.

Lille, le 2.11.76.

Personnellement je ne suis pas partisan de rendre autonome le M.F.A. et « La G.R. » comme certain adhèrent le propose. Il y a suffisamment de divisions comme cela dont les résultats sont d'éparpiller les efforts sous toutes leurs formes et de rendre toute action inefficace.

M.L.

St-Pierre Quiberon, le 29.10.76.

Abonné à « La Grande Relève » depuis de longues années, je n'envisageais pas, en raison de son évolution, de renouveler mon abonnement.

L'article de M.L. Duboin m'a fait changer d'avis.

A.N.

Le 2.11.76.

L'œuvre de votre Père m'a énormément apporté. Je crois bien que c'est lui qui m'a appris à réfléchir. Nous devons continuer à épauler toutes les victimes de la conspiration du silence... mais dans une parfaite réciprocité. Ces mouvements doivent continuer à être accueillis dans « La G.R. » ; sans empiéter sur ses lecteurs, tout de même !

Je n'ai pas apprécié l'élimination de l'équipe de rédaction, en particulier de Marcel Dubois, premier à me sensibiliser à l'écologie, il y a bien longtemps et de Gabriel Lafont.

Je tiens à continuer d'écrire et que les lecteurs me répondent librement s'ils ne sont pas d'accord.

L'essentiel est de continuer l'œuvre de J. Duboin.

Nous ne devons pas rester béats devant l'innovation technique, mais choisir ce qui constitue vraiment un progrès.

Nous ne pouvons absolument pas négliger l'aide que l'écologie nous apporte : c'est une torpille dans le régime du profit. Il faut démontrer

— que le profit nous réserve une situation démentielle en massacrant la nature,

— que seule une économie distributive sauvera l'environnement... la misère et la guerre.

J. Mestrallet

4 bis, avenue de Novel
74000 Annecy.

Villeneuve-le-Roi, le 1.11.76.

Vous me dites que ma première lettre vous a profondément blessée, qu'elle soit juste ou non, cela m'est égal car mon intention était de vous blesser.

J.I.

Grenoble, le 2.11.76.

C'est une joie pour nous que « La Grande Relève » soit reprise d'une main ferme, et conduite vers l'avenir radieux de l'économie distributive, par la fille elle-même de notre cher disparu.

Car c'est d'abord notre journal qui nous lie, qui nous rassemble ; le D.A.T., puis le M.F.A. n'ont été et ne sont que des émanations de « La Grande Relève ». Sans « La Grande Relève », il n'y aurait jamais eu de M.F.A. Je demande donc à notre camarade Lorient, qui n'est pas sans mérite, de rester des nôtres, et de reprendre sa tâche au milieu de nous, dans l'unité, dans l'unanimité.

J.-M.G.

Le Pellerin, le 5.11.76.

Depuis mon bas âge, mon esprit, ma raison, étaient en révolte contre la société injuste, inhumaine dans laquelle je me trouvais plongé. La lecture d'un numéro de « La Grande Relève » de l'époque fut l'étincelle qui provoqua l'explosion ! Ce fut le catalyseur. Noyé dans les ténèbres, qui peut oublier la lumière lorsqu'elle est apparue, resplendissante, sous la forme de la vérité ? Il y avait donc une vérité économique. Quel soulagement ! Chez un être angossé, se rendant compte de son infortune, de celles de ses semblables, tous noyés dans un monde ingrat, imbécile, où la notion de richesse et de pauvreté était savamment entretenue, dosée. Je me demande parfois, si, né dans un milieu aisé, me permettant une scolarité plus poussée, j'aurais pu connaître et comprendre les thèses « abondancistes » ? Tout me porte à croire que non. Alors tout compte fait, je suis heureux, et c'est cela que je voulais dire. Le bonheur n'est-il pas souvent simple ?

E.B.

Nice, le 5.11.76.

Au sujet du titre à donner au rassemblement, je crois que ce n'est pas facile : on trouve plus aisément les mots qu'il faut éviter que ceux qui conviendraient ! Sans doute y aurait-il intérêt à avoir un rassemblement plus ouvert que le M.F.A., la diversité des points de vue ne pouvant être que fructueuse. Mais ne croyez-vous pas qu'il serait dangereux

que « La Grande Relève » devienne l'organe officiel de ce rassemblement ? Vous savez comme moi, qu'un groupe minoritaire parvient souvent à devenir majoritaire grâce à la discipline, à la persévérance et à l'habileté (ou la ruse) de ses membres. Et on se retrouverait dans la situation de ces dernières années. En maintenant la séparation « Grande Relève »-« rassemblement » (avec cotisations distinctes), ce risque disparaît, ce qui n'empêcherait pas de publier tous les articles intéressants les diverses tendances.

X.

Blérancourt, le 30.10.76.

Suprême joie, nous avons un allié de taille : la crise. Celle-ci fera plus pour nous que la Gauche et l'armée des Syndicats — par trop accaparés par la télé, l'auto, et autres conditionnements de jouissance de l'ère moderne (et d'abus). Oui l'homme est égoïste s'il a la sécurité de l'emploi. Personnellement je souhaite la politique du pire. Elle nous vaudra une formidable audience après l'échec de la gauche. Car ne vous illusionnez pas, après son triomphe proche, il y aura la débâcle car même en nationalisant tous azimuts et en doublant les prestations aux vieux et aux autres, nous serons encore dans le régime des comptes, avec déficits accrus.

R.F.

Ambilly, le 5.11.76.

Si j'avais pris cette décision d'abandonner « La Grande Relève », c'est que je voyais depuis quelque temps se modifier l'esprit dans lequel les articles étaient rédigés. J'ai toujours compris que l'idée de votre Père était de faire comprendre à tous cette évolution considérable de la technique entraînant une modification inéluctable dans le système économique, mais il ne s'agissait nullement d'aiguiser la haine des uns contre les autres, ce que je trouve déplorable.

A.D.

Nice, le 7.11.76.

Il faut à tout prix que « La Grande Relève » ne soit plus aux mains de ceux qui l'ont caricaturée.

S'ils continuent jusqu'à s'approprier le M.F.A., abandonnons ce titre et créons un autre mouvement.

J.C.

SOLUTION DE LA DEVINETTE

Ces déclarations ont été tenues au cours d'un banquet dans les années 60, par l'honorable Donald Fleming, ministre des Finances du Canada.

(Cité par notre Fondateur dans : « Pourquoi manquons-nous de crédits », page 32).

OUVRAGES PUBLIÉS PAR JACQUES DUBOIN

épuisés :

REFLEXIONS D'UN FRANÇAIS MOYEN.
LA STABILISATION DU FRANC.
CE QU'ON APPELLE LA CRISE.
NOUS FAISONS FAUSSE ROUTE.
KOU L'AHURI.
LA GRANDE REVOLUTION QUI VIENT.
LA GRANDE RELEVÉ DES HOMMES PAR LA MACHINE.
EN ROUTE VERS L'ABONDANCE.
LETTRE A TOUT LE MONDE.
EGALITE ECONOMIQUE.
LES HOMMES SONT-ILS NATURELLEMENT MECHANTS ?
L'ECONOMIE DISTRIBUTIVE S'IMPOSE.
LES YEUX OUVERTS.

encore disponibles :

LIBERATION.
RARETE ET ABONDANCE.
DEMAIN OU LE SOCIALISME DE L'ABONDANCE.
L'ECONOMIE POLITIQUE DE L'ABONDANCE.
L'ECONOMIE DISTRIBUTIVE ET LE PECHE ORIGINEL.
L'ECONOMIE DISTRIBUTIVE DE L'ABONDANCE (réponses aux objections).
POURQUOI MANQUONS-NOUS DE CREDITS ?

• Mme Euvrard, veuve Duboin, vous enverra ces livres encore disponibles sur demande adressée 88, bd Carnot, 78110 Le Vésinet, accompagnée des seuls frais d'envoi (environ 5 F par volume).

Elle vous remercie, en retour, de contribuer à la souscription « Pour que vive "La Grande Relève" ».

• *Ce que nous réclamons,
c'est une société conçue
pour l'homme.*

POUR QUE VIVE « LA GRANDE RELEVÉ »

SOUSCRPTION PERMANENTE

R. LEPAGE, Tours, 100 — Charles GUILLAUME, Villemonble, 100 — Aimé BOSSET, Paris-4^e, 10 — Henri LEROY, Fres-senleville, 10 — Camille JUBERT, Montfermeil, 20 — Abel MAUREL, Vals-les-Bains, 50 — FRAIGNIAUD, Grenoble, 100 — CHEFD'HOMME, Bois-Colombes, 70 — Jacques LECLERC, Genève, 200 — Jean TOURAINE, Savigny-sur-Orge, 20 — Jean MANETTI, Marseille, 250 — Jean CARLESSE, Nice, 100 — Mlle Aimée PINEAU, Marseille, 50 — René PELLET, Argenteuil, 50 — Octave DELEZENNE, Roubaix, 20 — J.-M. PERNOT, Sceaux, 5 — Mme Jeanne COLLET, Châteauroux, 1 — Robert CATHELINAIS, St-Germain-en-Laye, 15 — Maurice COTY, Paris-11^e, 100 — Raymond GOUYET, Père, Antibes, 10 — M. et Mme BUGUET, Paris-18^e, 1000 — Mme Anne NOE, St-Pierre-Quiberon, 25 — Mme Marie Thérèse CHASTRETTE, Vierzon, 30 — Marcel LHERMINEZ, Lille, 50 — Mme MOREL, Courbevoie, 67,50 — Henri GODREAU, Frontenay-Rohan-Rohan, 100 — André TARDIEU, Grenoble, 30 — Robert LOBJOIES, Montmorency, 200 — SEGURET, Paris-17^e, 10 — René VILLEGIER, Aix-les-Bains, 100 — Marius JOURDAN, Aix-en-Provence, 70 — PIGAGLIO, Brunoy, 100 — Marcel ROBERT, Mussidan, 20 — Guy JONARD, Esches, 20 — René NIQUET, Tacoignières, 27,50 — Michel QUINET, Quincy-sous-Sénart, 70 — Lucien GERARD, Levallois-Perret, 20 — André PIQUET, Auxerre, 100 — Lucien DILOIT, Neuilly-sur-Seine, 70 — Robert SOMERS, Vincennes, 20 — Robert Kopinski, Vence, 200 — Marcel PICARD, Orchamps, 70 — Marius JOURDAN, Aix-en-Provence, 100 — Mme PAILLER, Maisons-Alfort, 20 — Mme Raymonde CURIE, Bourg-la-Reine, 100 — Roger GOUGIS, Massy, 400 — Mme Léa COMBEPINE, Annemasse, 200 — LE FORESTIER, Plaisir, 100 — André BRUNIAUX, St-Amand-les-Eaux, 100 — Mlle Marie WAGNER, Paris-10^e, 30 — Charlemagne MOREAU, Conflans-Ste-Honorine, 200 — Emile LEVALLOIS, La-Ferté-Bernard, 20 — Yves LE PAGE, Aups, 60 — André RICALES, Montpellier, 200 — SAVART, Manosque, 100 — Jean MASSAT, Massat, 200 — GUERIN, Charenton, 70 — M. et Mme Robert THIEBAUT, Jargeau, 70 — Roch PERRIN, Wissembourg, 86 — Antoine ESCUDIER, Narbonne, 100 — Lucien BIGOUREAU, Lyon, 150 — X..., Nice, 50 — Pierre LOURME, Lestrem, 100.

TOTAL : 6 223,00 francs.

Magnifique ! Merci à tous. — M.-L. D.

ABONNEMENT A « LA GRANDE RELEVÉ »

C'est uniquement au Compte Chèque Postal
LA GRANDE RELEVÉ - n° 13402.39 PARIS
que devront être versés les abonnements et les
dons pour la souscription permanente « Pour que
vive « La Grande Relève » ».

Tarif des abonnements annuels

France	30,00 F
Etranger	35,00 F
Abonnement de soutien	55,00 F

Tout changement d'adresse doit être accompagné de la somme de 2,50 F et d'une bande d'abonnement.

Les règlements par mandat ou chèque bancaire doivent être à l'ordre de :

LA GRANDE RELEVÉ

88, boulevard Carnot, 78110 LE VESINET

Qu'est-ce que « LA GRANDE RELEVÉ » ?

La « Grande Relève des Hommes par la Science » fut fondée en 1935 par Jacques DUBOIN pour diffuser ses idées sur l'économie. Les nations industrialisées comptaient alors plus de 33 millions de chômeurs secourus ; au même moment, les marchés, les magasins et les entrepôts regorgeaient de denrées alimentaires et de marchandises de tous genres qu'il était impossible de vendre avec bénéfice.

Pour donner du travail aux chômeurs, les Gouvernements passèrent de fortes commandes d'armements. En même temps, ils achetèrent — aux frais des contribuables — les excédents agricoles pour arrêter la baisse des prix. Ils stockèrent ainsi, chaque année, d'énormes quantités de céréales, de lait, de beurre, de vin, de viande, de riz, de pommes de terre, etc., dont une partie était exportée à vil prix ou simplement détruite. Tous les prix ne cessèrent de monter ainsi que les impôts. La seconde guerre mondiale mit provisoirement fin à la crise des années 30 qu'il avait été impossible de résorber.

La « Grande Relève » dénonça cette lutte absurde contre une prétendue « surproduction », alors que l'abondance faisait sa première apparition dans le monde.

Pendant la guerre et l'occupation, la « Grande Relève » cessa de paraître : la pénurie avait mis fin à la mévente. Mais la « Grande Relève », dès la Libération, affirma que, malgré les ruines accumulées, l'Abondance tarderait bien peu à ressusciter.

En effet, on se plaint bientôt à la fois de la mévente et de récoltes « excédentaires ». Les Gouvernements « assainissent » à nouveau les marchés et stockent d'énormes quantités de denrées alimentaires. Les magasins regorgent de marchandises que les industriels fabriqueraient en plus grandes quantités si l'on pouvait les vendre. La production des armements est encore plus intensive qu'autrefois, mais ils sont plus meurtriers et toujours plus coûteux. Prix et impôts n'ont pas cessé d'augmenter aussi bien sous la Quatrième République que sous la Cinquième. Une troisième guerre mondiale, nucléaire cette fois, va-t-elle éclater ?

La Grande Relève observe :

1°) Que l'abondance est l'heureuse conséquence des prodigieux progrès techniques du XX^e siècle. Des machines puissantes, actionnées par des énergies prises dans la nature, remplacent toujours plus de travail humain. Il suffit de réfléchir une minute pour comprendre qu'il y a là une contradiction tragique, dès l'instant que le travail, avec le gain qu'il procure, est souvent le seul moyen d'obtenir les produits nécessaires à la vie ;

2°) Que grâce à ces progrès techniques, les hommes font la conquête des loisirs qui sont un grand bienfait de la civilisation ;

3°) Que si l'on détruisait les machines, comme quelques étourneaux le proposent encore, les neuf dixièmes de la population seraient condamnés à mourir de faim et de froid ;

4°) Que la production des richesses tend à devenir toujours plus automatique : des produits s'accumulent en même temps que les campagnes se désertent et que les usines se dépeuplent. Des travailleurs sont licenciés, d'autres ne travaillent que quelques jours par semaine ; beaucoup de jeunes gens ne trouvent pas d'embauche, et le travailleur qui, à 40 ans, perd son emploi, est dans la quasi-impossibilité d'en découvrir un autre : on le trouve trop vieux...

5°) Qu'en conséquence, le pouvoir d'achat de la grande majorité des consommateurs est en baisse, **mais, qui ne peut acheter ruine qui ne peut vendre.** Le retard dans la construction des logements tient à l'impossibilité pour beaucoup de locataires de payer un loyer assez élevé pour que la construction soit « rentable », et de nombreux propriétaires n'ont même plus les moyens d'entretenir leurs immeubles dont beaucoup risquent de s'effondrer.

6°) Que promettre de créer les emplois dont les hommes ont besoin pour vivre est une énorme absurdité. On n'a jamais créé que ceux que réclament la production et la distribution, et le progrès consiste à en supprimer le plus possible. L'Etat ne crée que ceux dont les services publics ont besoin, car les autres seraient des sinécures. Au reste, qu'est-ce qu'il importe à un pays de posséder : des produits ou des emplois ? Evidemment des produits : en conséquence, ce n'est pas le plein emploi des hommes qu'il faut réaliser, c'est le plein emploi des machines.

7°) Que, pendant la guerre, on détruit à la fois les travailleurs et les produits : pour faire le mal, on n'a jamais trop de soldats, ni trop de bombes, **et l'on ne manque jamais d'argent.**

La Grande Relève prouve :

1°) Que tant que l'on maintiendra le régime actuel des salaires-prix-profits, les désordres sociaux continueront de s'aggraver et l'on assistera au spectacle scandaleux de la misère dans l'abondance. On rêvera d'exporter les « excédents » de produits, sans réfléchir que les Américains, les Anglais, les Allemands, les Italiens, les Belges, etc., rêvent aussi d'exporter les leurs : aurait-on déjà oublié le cri de Hitler : **Exporter ou mourir !**

2°) Que les prix et les impôts ne cesseront jamais de hausser, ni la monnaie de se déprécier.

3°) Que la confusion, le mécontentement, la décadence gagneront tous les milieux sociaux. Hantés par leurs difficultés matérielles dues le plus souvent au manque d'argent, beaucoup de Français ont peur de l'avenir. **Or, ils n'ont jamais disposé d'autant de possibilités physiques pour assurer le bien-être et la sécurité dans tous les foyers !**

ELLE INDIQUE LA SOLUTION

C'est : L'ÉCONOMIE DISTRIBUTIVE

APPELEE ENCORE L'ECONOMIE DES BESOINS
ELLE REPOSE SUR LE PRINCIPE QUE TOUT CE QUI EST UTILE ET MATERIELLEMENT POSSIBLE
DOIT ETRE REALISE

La production des richesses est « planifiée », ce qui consiste à orchestrer les efforts : ceux qui sont inutiles disparaissent et ceux qui sont utiles sont coordonnés en vue du plus grand rendement obtenu avec le minimum de peine.

Cette planification est confiée aux techniciens dont c'est le métier : ils obéissent aux directives du gouvernement, lequel est sous le contrôle des représentants de la Nation. L'économie distributive ne fait disparaître aucun de nos **droits politiques**, mais elle les complète des **droits économiques de l'homme** sans lesquels ils n'ont plus de sens aujourd'hui, car, **pour vivre « libre », il faut avoir de quoi « vivre » !**

Le travail devient « Service Social »

Le travail nécessaire pour assurer les services publics et la pérennité de la production (y compris l'entretien de l'outillage, son extension et son perfectionnement) revêt la forme d'un Service Social accompli par roulement, comme aujourd'hui le service militaire. Personne ne peut s'y soustraire à moins d'être infirme ou idiot.

Au lieu de réduire la journée de travail, ce qui entraînerait souvent la réduction de la journée de travail des machines, c'est la carrière active du travailleur qui diminue à mesure que les techniques font de nouveaux progrès. La carrière active commence beaucoup plus tard, ce qui permet de prolonger la scolarité et l'éducation de la jeunesse : la carrière active se termine beaucoup plus tôt, pour que chacun puisse bénéficier de bienfaits loisirs permettant à chacun de se livrer à l'occupation de son choix, délivré de l'angoissant problème du pain quotidien.

La durée du Service Social varie selon la nature des tâches à accomplir. Elle diminue jusqu'à ce que tous les jeunes aient un emploi.

La distribution est assurée par le « Revenu Social »

Les citoyens des deux sexes ont droit chacun, leur vie durant, à un **Revenu Social** représentant leur part d'usufruit dans le gigantesque patrimoine culturel accumulé par les générations dont ils sont les héritiers. Toutes les découvertes scientifiques et leurs applications techniques sont en effet l'œuvre collective d'innombrables travailleurs et chercheurs, tacitement associés pour l'amélioration continue de la condition humaine.

Le **Revenu Social** est payé par l'Etat en « monnaie de consommation » qui peut être le franc actuel à condition de n'être plus thésaurisable. Cette monnaie ne sert ainsi qu'une fois, son rôle étant de faire passer la production des biens à la consommation. A remarquer que notre franc est déjà « monnaie de consommation » pour les millions de Français qui n'ont pas les moyens d'épargner : en économie distributive, l'épargne devient inutile, le Revenu Social étant versé jusqu'à la mort du bénéficiaire, devenu rentier viager.

Le **Revenu Social** donne aux consommateurs les moyens de choisir librement les produits et les services qu'ils désirent, car ils ne leur sont pas imposés. Au contraire, la manière dont ils dépensent leur Revenu Social constitue un référendum permanent signalant les correctifs dont la planification a besoin ; un peu comme l'analyse des billets vendus aux voya-

geurs permet à la S.N.C.F. de modifier les horaires et de répartir le matériel roulant.

Le **Revenu Social** est déterminé chaque année en fonction de la production des biens de consommation et des services. Plus ils grandissent, plus le **Revenu Social** augmente.

Le **Revenu Social** apporte à la femme sa libération complète, aucune loi naturelle ne la condamnant à dépendre économiquement de l'homme.

Grâce au **Revenu Social**, l'homme, débarrassé des soucis matériels de l'existence, a le moyen de cultiver son esprit et l'**avenir des siens étant assuré**, il peut mourir en paix.

Observations :

1°) L'Economie distributive est l'aboutissement logique de l'économie dite des **salaires-prix-profits** qui repose sur les échanges. Mais à une production de masse ne peut correspondre qu'une consommation de masse, laquelle exige la distribution.

Le **Revenu Social** est timidement amorcé, puisque des millions de Français reçoivent déjà, à des titres divers (allocations chômage, familiales, vieillesse, etc), des sommes pour lesquelles ils ne fournissent pas de travail ; le gouvernement, sous le nom de Plan, tente une ébauche de planification : le franc, comme toutes les monnaies du monde, n'a plus aucune valeur intrinsèque : il n'a que la valeur des biens et des services qu'il permet d'acquérir.

Mais le pouvoir d'achat distribué n'est pas encore calculé sur la production des biens de consommation et des services, c'est-à-dire à la fois sur le travail des hommes et sur celui des machines.

C'est conserver les usages de l'économie artisanale, autrement dit les rênes et le fouet pour conduire un véhicule dont le cheval s'est transformé en moteur toujours plus puissant.

2°) Toutes les critiques adressées à l'économie distributive émanent de gens incapables d'expliquer en quoi elle consiste. Ils prétendent que ce serait un régime totalitaire, celui de l'encasernement, du « bon de pain » et même de l'asservissement à quelque tyran particulièrement malfaisant.

La réponse est facile : **une tyrannie ne peut s'exercer que sur des masses pauvres et incultes ; jamais un dictateur n'asservira des hommes instruits, jouissant du bien-être matériel et vivant sans aucun souci du lendemain.**

Ceux à qui l'Economie Distributive ne plaît pas sont libres d'en imaginer une autre.

Jacques DUBOIN